

REPUBLIQUE GABONAISE

Union - Travail - Justice



**RAPPORT EXPLICATIF ACCOMPAGNANT
LA LOI DE REGLEMENT, GESTION 2021**

Présenté

au nom de Monsieur Alain-Claude BILIE BY NZE

Premier Ministre, Chef du Gouvernement

par :

Madame Edith EKIRI MOUNOMBI épouse OYOUOMI, Ministre du Budget et des Comptes Publics

et

Madame Nicole Jeanine Lydie ROBOTY épouse MBOU, Ministre de l'Economie et de la Relance

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET	3
I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2021	4
A- LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES	4
B- LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	4
C- LA CONJONCTURE DANS LES PAYS DE LA CEMAC	5
D- L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE	6
II. LE CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL EN 2021	12
A. LE PRODUIT INTERIEUR BRUT	12
B. L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX	14
C. LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2021	17
D. LA SITUATION MONETAIRE	18
1. LES RESSOURCES MONETAIRES	19
➤ La masse monétaire (M2)	19
➤ Les ressources extra-monétaires	19
2. LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE	19
➤ Les avoirs extérieurs nets	20
➤ Le crédit intérieur	20
➤ Les créances nettes sur l'Etat	20
➤ Les créances sur l'économie	20
E. LA POLITIQUE MONETAIRE	21
DEUXIEME PARTIE : L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2021	22
I. L'EXECUTION DES OPERATIONS BUDGETAIRES	23
A- Les opérations du budget général	24
B- Les opérations des comptes spéciaux (CS)	32
II. L'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	37
A- Les ressources de trésorerie et de financement	37
B- Les charges de trésorerie et de financement	38
III. LES OPERATIONS DE LA COMPTABILITE GENERALE	39
A- Présentation du bilan	39
Tableau n°29: Bilan	39
B- Présentation du compte de résultat	40

PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET

I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2021

La croissance mondiale s'est accélérée en 2021, après la forte régression de l'activité de l'année précédente marquée par la propagation de la pandémie de la Covid-19. Ainsi, le Produit Intérieur Brut mondial a progressé de 6,2% en 2021 contre -3,1% en 2020.

Cette expansion économique a été favorisée par l'intensification des campagnes de vaccination et la bonne tenue du niveau des investissements. Les banques centrales pour leur part ont maintenu leurs principaux taux directeurs à des niveaux relativement bas afin d'encourager la croissance qui s'est traduite par une augmentation du volume des échanges au niveau mondial.

Toutes les zones économiques ont contribué à des niveaux divers à cette embellie, dans un contexte de renchérissement des prix des matières premières et d'inflation. Toutefois, l'augmentation du niveau d'activité ne s'est pas accompagnée d'une baisse significative du taux de chômage.

A- LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES

La croissance économique dans les pays avancés s'est accélérée en 2021 à 5,4% contre -4,5% en 2020, suite notamment à l'allègement des mesures restrictives liées à la pandémie de la Covid-19 qui a dynamisé la consommation des ménages et stimulé la reprise de l'investissement privé. Toutefois, il convient d'analyser ce rebond à l'aune de la forte récession enregistrée l'année précédente.

En effet, au sein de ce groupe de pays, la croissance de l'économie **américaine** s'est établie à 5,7% en 2021 contre -3,4% en 2020. Cette évolution a été portée par les dépenses de consommation des ménages (+7,9%) et les investissements des entreprises (+9,5%). De même, après deux années consécutives de contraction, l'**archipel nippon** a renoué avec la croissance en 2021 (+1,7% contre -4,6% en 2020). Celle-ci a été soutenue par la consommation des ménages, les exportations et les investissements.

Parallèlement, l'économie de la **zone euro**, dans son ensemble, a enregistré un accroissement de 5,9% de son produit intérieur brut (PIB), après la forte récession (-3,4%) de l'année précédente. Ce regain d'activité est dû à un retour progressif de la consommation et des investissements. Au sein de ce bloc économique, la croissance **française** a atteint 6,8%, en raison du dynamisme de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises. Le PIB de l'**Allemagne**, la première économie de la zone euro, a progressé de 2,6% en 2021, après la récession engendrée par la Covid-19 en 2020 (-4,6%). Après une chute de 10,8% et 8,9%, la production réelle de l'**Espagne** et de l'**Italie** a évolué respectivement de 5,5% et 6,7% en 2021.

Hors de la zone, la croissance du **Royaume-Uni** s'est accélérée à 7,6% contre une croissance négative de 9,8% un an auparavant.

B- LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Les pays émergents et en développement ont constitué un moteur majeur de la reprise de l'activité économique mondiale, avec une croissance de 6,7% en 2021 contre -2,1% en 2020.

Les pays émergents d'Europe de l'Est ont enregistré une croissance de 6,9% en 2021. Au sein de ce bloc, l'économie **russe** a tiré profit de la flambée des prix des matières premières, réalisant ainsi un taux de croissance de 4,7% contre -3% en 2020.

Les pays en développement d'Asie ont également bénéficié de la reprise des échanges au niveau mondial (+10,4% en 2021 contre -8,2% en 2020), avec une croissance du PIB de 7,4% contre -0,8% un an plus tôt. En effet, au sein de cet ensemble, la **Chine** a profité de l'accélération de l'économie mondiale pour accroître ses exportations. Ainsi, sa croissance est passée de 2,3% en 2020 à 8,4% en 2021. Parallèlement, la croissance économique en **Inde** a suivi la même tendance haussière pour atteindre 8,7%, en dépit des incertitudes liées à la pandémie.

L'**Amérique latine**, avec un PIB réel qui a cru de 7%, a également tiré profit de la bonne tenue des prix des matières premières sur les marchés internationaux. L'activité au **Brésil** et au **Mexique** a évolué respectivement de 5% et 4,7%.

En 2021, à l'instar des autres blocs économiques, les économies du **Moyen-Orient** ont consolidé leurs performances. En effet, après une décrue de 2,8% en 2020, la croissance de la production réelle est passée à 4,5%, soutenue essentiellement par la flambée des prix du pétrole.

L'environnement économique mondial de plus en plus favorable a eu des effets progressifs sur l'expansion en **Afrique Subsaharienne**. S'appuyant essentiellement sur la montée des prix des matières premières, le PIB de la zone s'est établi à 4,7%. Les deux premières économies de cet ensemble, le **Nigéria** et l'**Afrique du Sud**, ont enregistré des taux de croissance de 3,6% et 4,9% respectivement.

C- LA CONJONCTURE DANS LES PAYS DE LA CEMAC

En 2021, la croissance économique de la **Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)** s'est établie à 1,7% contre -1,8% en 2020, sous l'effet d'une reprise dans le secteur non pétrolier compensant la situation morose dans le secteur pétrolier. En effet, la croissance du secteur pétrolier a reculé de 7,2% en 2021, contre -4,2% en 2020, alors que le secteur non pétrolier a progressé de 3,8 % en 2021, contre -1,2% un an plus tôt.

Par pays, on observe une croissance positive en 2021 dans la plupart des pays de la Sous-Région, à l'exception du Congo et du Tchad. Ainsi, en 2021, les taux de croissance du PIB réel se présentent comme suit :

- **Cameroun** : 3,6% contre 0,3% en 2020 ;
- **République Centrafricaine** : 1,1% contre 0,6% un an plus tôt ;
- **Congo** : -1,3 % contre -6,1% en 2020 ;
- **Gabon** : 1,5% contre -1,8% un an auparavant ;
- **Guinée Equatoriale** : 0,9% contre -4,6% en 2020 ;
- **Tchad** : -0,6% contre -2,2% en 2020.

Suivant l'optique demande, la croissance économique en 2021 a été portée par la demande intérieure avec les mesures de déconfinement et de relâchement dans les gestes barrières mises en place pour la riposte contre la pandémie de Covid-19. Cette évolution s'explique par une reprise de la consommation (contribution de 5,1 points contre -2,7 points en 2020) et des investissements bruts (contribution de 2,2 points contre -1,6 point un an auparavant). Seul le Tchad a une contribution négative de la demande intérieure à la croissance.

S'agissant des exportations nettes, elles ont grevé la croissance de 5,6 points en 2021, après une contribution positive sur trois années consécutives, en lien essentiellement avec la forte baisse des exportations pétrolières en volume de 9,4% et la réouverture progressive des économies qui a entraîné une hausse des importations en volume.

Du côté de l'offre, les secteurs secondaire et tertiaire ont positivement contribué à la croissance de la CEMAC en 2021, à l'exception du secteur primaire. En effet, le secteur primaire a obéré la croissance de 1,1 point en 2021 contre -0,5 point un an plus tôt. Le recul des activités dans le secteur primaire est attribuable à une production des hydrocarbures en net recul, dans un contexte de baisse de productivité des champs pétroliers, en dépit d'une agriculture relativement dynamique. Quant au secteur secondaire, il s'est relevé en 2021 après une récession enregistrée en 2020, en dépit des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Sa contribution à la croissance a été de 0,8 point soutenue par un regain de dynamisme des activités manufacturières dans l'ensemble des pays de la CEMAC, ainsi que par la bonne tenue des BTP dans ces pays, à l'exception de la Guinée Equatoriale et du Tchad.

Le secteur tertiaire est redevenu le moteur de la croissance économique en 2021. L'apport de ce secteur à la croissance a été de 1,6 point. Il a tiré profit d'une part, de la bonne tenue des services marchands dans l'ensemble des pays de la CEMAC avec la réouverture progressive des économies et, d'autre part, du relèvement des recettes budgétaires qui a permis aux administrations publiques d'améliorer l'offre de leurs services non marchands.

Les pressions inflationnistes ont diminué, en lien avec les politiques gouvernementales d'encadrement de certains prix. A fin décembre 2021, le niveau général des prix dans la CEMAC a connu une évolution relativement contrastée. L'inflation en moyenne annuelle s'est repliée à 1,6% à fin décembre 2021, contre 2,3% un an plus tôt. Cette atténuation des tensions inflationnistes dans la CEMAC a été favorisée par des déflations enregistrées en Guinée Equatoriale et au Tchad, ainsi que par la baisse des pressions inflationnistes au Cameroun et au Gabon et ce, en dépit d'un renchérissement des prix des denrées alimentaires.

En glissement annuel, le taux d'inflation est passé de 1,7% à fin décembre 2020 à 2,0% en 2021.

D- L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

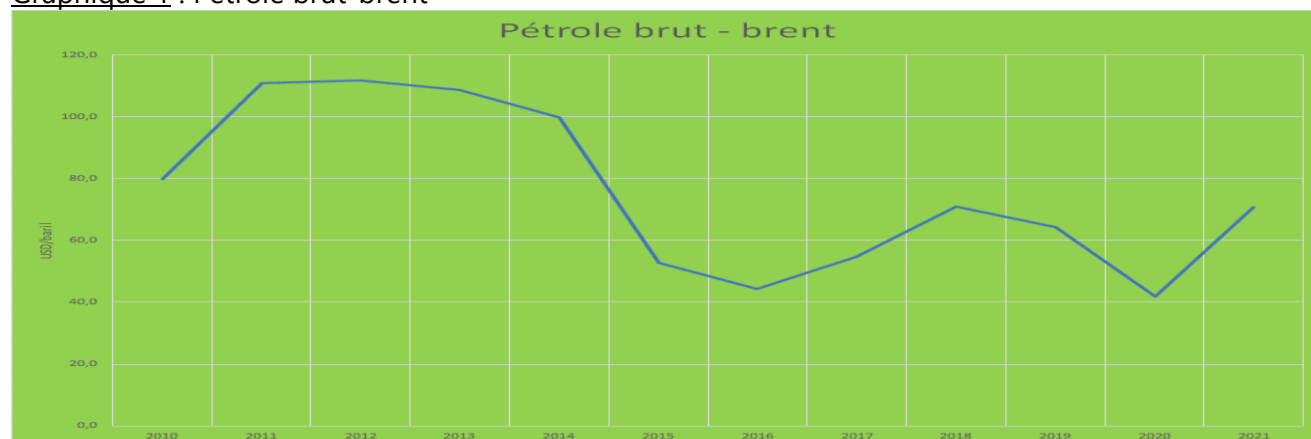
L'année 2021 a été marquée par la reprise de l'activité économique grâce aux nombreux plans de relance, dans un contexte de vaccination de masse, malgré l'apparition de nouveaux variants. La remontée de l'activité a induit une hausse de la demande de matières premières. Ainsi, l'indice des cours des produits de base établi par le FMI a progressé de 53%, sous l'effet de l'explosion des prix de l'énergie (+81,0%). Dans le même temps, les cours des produits non énergétiques ont augmenté de 32,8%, à la faveur de la bonne tenue des prix des produits alimentaires et des métaux de base de 24,3% et 46,8% respectivement, en raison de la forte demande dans la zone Euro et aux Etats-Unis, ainsi que la baisse des stocks en Chine.

Le pétrole

En 2021, le marché de l'or noir a évolué dans un contexte économique favorable, marqué par une résilience de la demande pétrolière face aux effets du variant Omicron, mais aussi par une tension sur

l'offre mondiale de pétrole. Dans ce contexte, les cours ont continué leur ascension pour clôturer en moyenne à 70,44 dollars américain (USD) contre 42,30 USD l'année précédente, en hausse de 69,8%.

Graphique 1 : Pétrole brut-brent

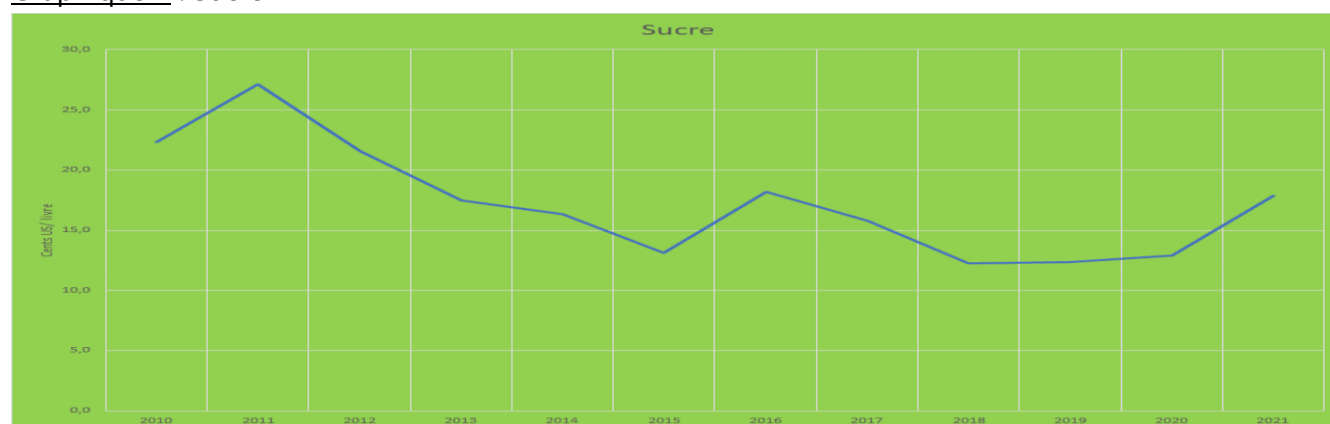


Sources : DGEPP, INSEE.

Le sucre

En 2021, le cours du sucre a été influencé par l'évolution du cours du pétrole en raison de la parité mécanique Sucre/Ethanol. De même, la faiblesse de la production au Brésil (1er producteur mondial), du fait des mauvaises conditions météorologiques, a exercé une pression à la hausse sur les prix. En conséquence, le prix de la tonne de sucre blanc s'est relevé de 38,6% à 17,86 cents la livre à Londres.

Graphique 2 : Sucre

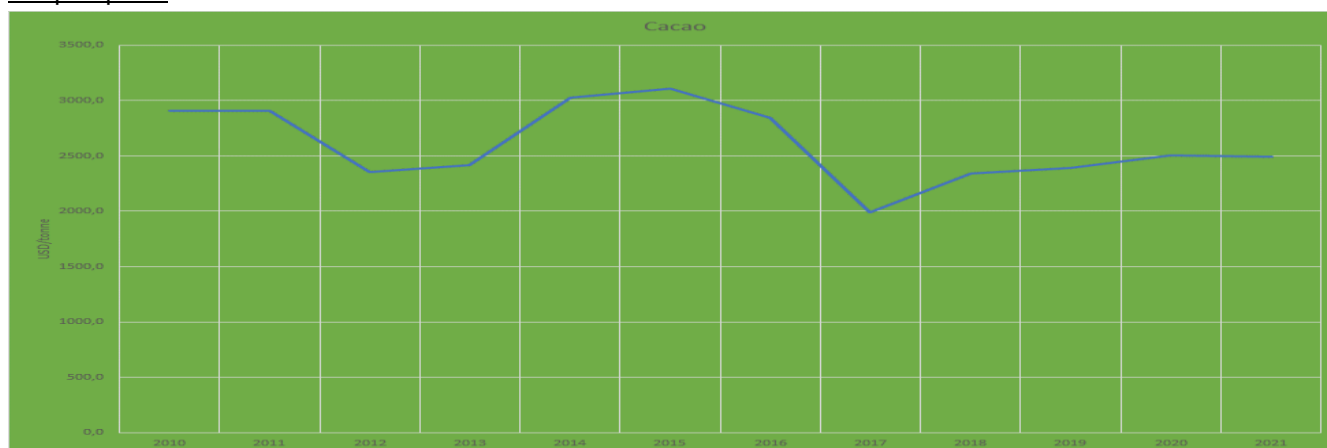


Sources : DGEPP, INSEE.

Le cacao

Sur la campagne 2020/2021, le marché mondial du cacao a été bien approvisionné. En effet, selon l'Organisation internationale du cacao (Icoco), la production de fèves a atteint un niveau record de 5 millions de tonnes, soit une hausse de 6,3% par rapport à la campagne précédente. Cette abondance de l'offre a entraîné une contraction du prix de 2,3% à 2.425,52 dollars la tonne.

Graphique 3 : cacao



Sources : DGEPP, INSEE.

Le café

En 2021, le marché est resté sous l'influence des conditions climatiques au Brésil et des perturbations liées au Covid-19 en Asie. Dans ce contexte, la livre d'arabica s'est appréciée de 35,7% à 204,69 cents sur le marché de New-York. Suivant la même tendance, à Londres, la tonne de robusta a progressé de 30,6%, soit 89,82 cents la livre, toujours en lien avec la perturbation de l'offre.

Graphique 4 : Café

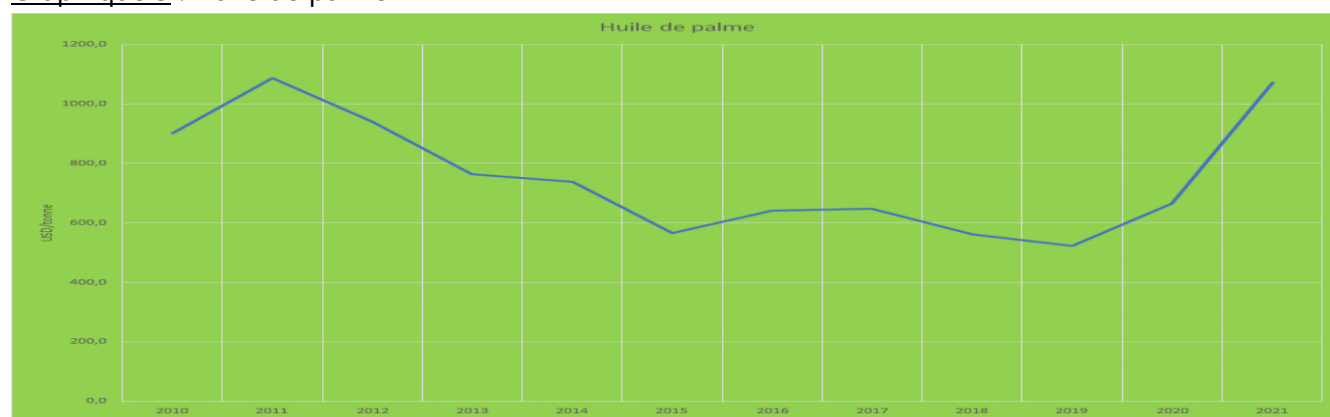


Sources : DGEPP, INSEE.

L'huile de palme

Les cours de l'huile de palme ont fortement progressé (+61,2%) à 1 073,52 dollars US la tonne métrique en 2021. Cette forte expansion se justifie par un resserrement de l'offre d'huile de palme, mais également des autres huiles végétales (le canola, le tournesol, le soja).

Graphique 5 : Huile de palme

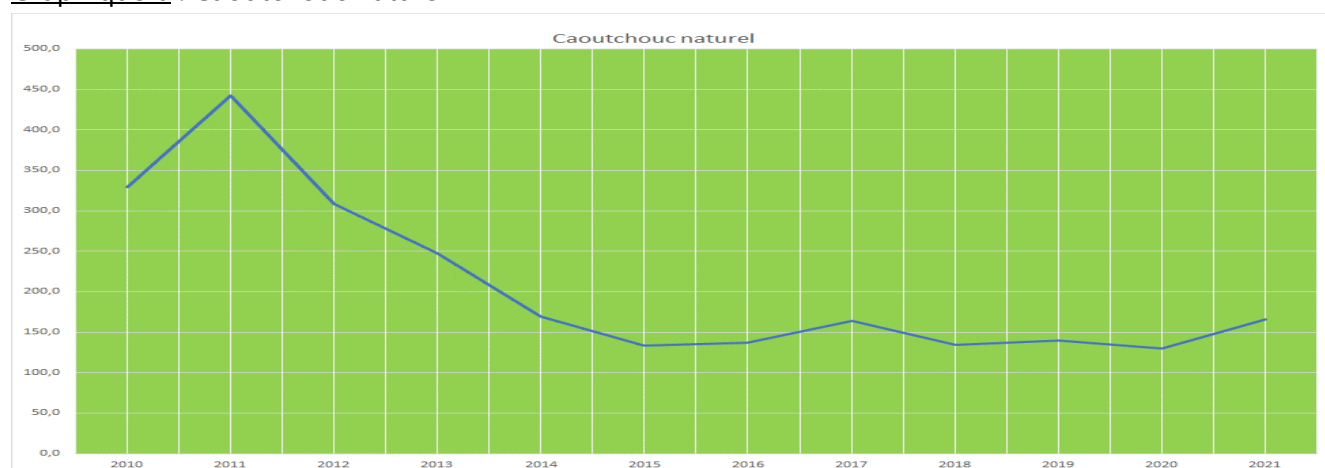


Sources : DGEPP, INSEE.

Le caoutchouc naturel

Les cours moyens du caoutchouc naturel se sont appréciés de 18,3% à 94,52 cents/lb en 2021. Cette consolidation résulte des perturbations de la production, suite aux mesures sanitaires prises par les gouvernements et le développement d'une maladie de l'hévéa en Indonésie.

Graphique 6 : Caoutchouc naturel

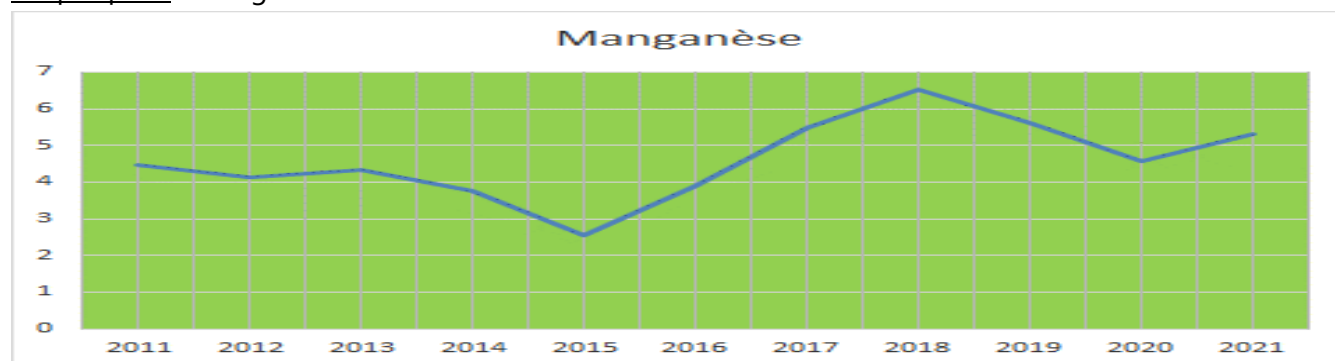


Sources : DGEPP, INSEE.

Le manganèse

Le marché mondial du minéral de manganèse s'est caractérisé par un déficit du rapport offre/demande sur l'année 2021. En effet, la consommation de manganèse a été estimée à 21,4 Mt pour un niveau de production projetée à 20,6 Mt. Ainsi, les stocks sur les ports chinois se sont établis à 5,4 Mt, représentant 9 semaines contre 12 semaines en 2020. Dans ces conditions, le prix moyen du minéral de manganèse CIF Chine 44% s'est apprécié de 15% à 5,3 USD/dmtu.

Graphique 7 : Manganèse

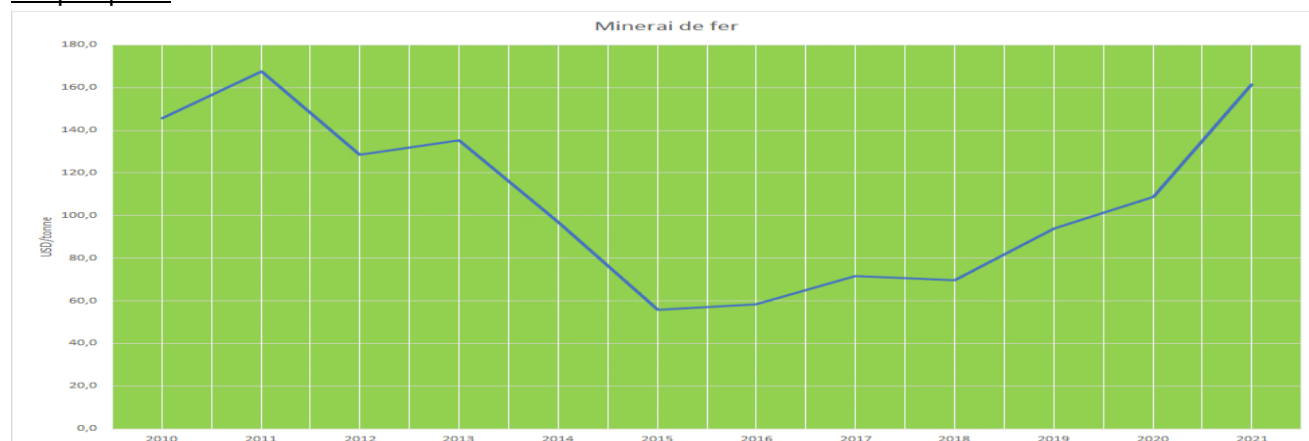


Sources : DGEPPF, CRU-Eramet.

Le fer

La demande de fer s'est consolidée en 2021, en lien avec la reprise de l'activité industrielle aux Etats-Unis, en Europe et en Chine, malgré le ralentissement observé au dernier trimestre. En conséquence, le prix moyen du minerai de fer a augmenté de 46,3% à 158,2 dollars la tonne.

Graphique 8 : Minerai de fer

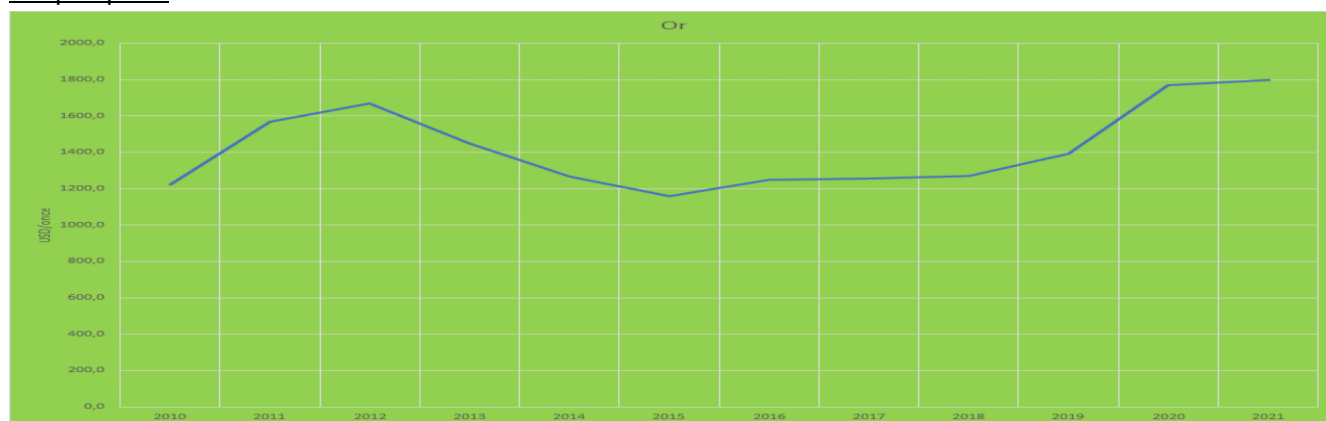


Sources : DGEPPF, INSEE.

L'or

En 2021, les cours moyens de l'or se sont légèrement relevés de 0,7% à 1.798,82 dollars l'once comparativement à la même période en 2020. Comme valeur refuge, l'or a tiré profit de la faiblesse du dollar américain, des politiques monétaires accommodantes des différentes banques centrales (Fed notamment) et des politiques de relance économique qui se sont traduites par une injection massive de fonds pour soutenir les économies.

Graphique 9 : Or



Sources : DGEPP, INSEE.

II. LE CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL EN 2021

En 2021, la mise en œuvre du Plan d'Accélération de la Transformation, avec l'appui des partenaires au développement, a contribué à redresser les principaux agrégats macroéconomiques. Par ailleurs, cette reprise, en lien avec le contexte international favorable, a notamment été tirée par la remontée des cours de matières premières et le raffermissement de la croissance mondiale.

Les effets positifs de ces efforts ont cependant été atténués par une production pétrolière en forte diminution (-6,7%), en raison du respect des quotas fixés par l'OPEP+ visant à soutenir les cours du baril.

A. LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

En 2021, l'activité économique nationale s'est déroulée dans un contexte marqué, entre autres, par (i) la reprise économique de nos principaux partenaires commerciaux, notamment la Chine et la France ; (ii) la persistance de la pandémie atténuée par le démarrage des campagnes de vaccinations et (iii) le lancement des projets d'investissements du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT), appuyé techniquement et financièrement par nos partenaires au développement.

Ainsi, l'économie nationale a amorcé un redressement avec une progression du PIB réel de 1,5% en 2021. Cette embellie a été soutenue par l'accélération du secteur hors pétrole (+2,5%), en dépit d'un recul de la production pétrolière (-6,7% contre -1,2% en 2020).

Tableau 1 : Evolution du taux de croissance 2019-2021

En %	2019	2020	2021
PIB total	+3,9%	-1,8%	+1,5%
Pétrole	13,0%	-1,2%	-6,7%
Hors pétrole	+2,9%	-1,9%	+2,5%

Source : DGEPPF.

1 .Le PIB par secteur d'activité (offre)

Du point de vue des ressources, tous les secteurs ont enregistré des résultats positifs : les secteurs secondaire et tertiaire se sont améliorés respectivement de 8,2% (contre -6,5% en 2020) et de 1,8% (contre -4,1% en 2020), en dépit du ralentissement du secteur primaire pour afficher un taux de croissance de +2,3% contre +3,8% en 2020.

La décélération du **secteur primaire** est liée notamment aux contreperformances dans la branche pétrolière (-6,7%) consécutivement au déclin naturel des champs matures, au maintien des quotas fixés par l'OPEP+ et au ralentissement de l'activité de la branche minière (+12,8% après +25,1% en 2020).

Toutefois, l'évolution du secteur primaire a été portée par la branche Agricole (+9,0%), notamment l'agriculture de rente (+43,0%) aidée par le relèvement de la production d'huile de palme de 52,6% à 107.336 tonnes. En outre, l'activité de l'exploitation forestière s'est fortement consolidée (+21,3% après +1,1% en 2020), en lien avec la fermeté de la demande des industries locales.

La reprise de l'activité dans le **secteur secondaire** est tributaire du dynamisme de l'industrie du bois (+34,5%), suite au regain de la demande locale et internationale (notamment chinoise et européenne) et à un meilleur approvisionnement des usines en grumes.

En outre, l'activité des BTP s'est améliorée de 18,1%, après une baisse de 15,0% en 2020, grâce aux travaux liés à la construction de la route Transgabonaise, à la réhabilitation du chemin de fer et à la mise en œuvre du projet d'adduction d'eau, notamment.

La croissance dans les Autres Industries (+5,2%) résulte notamment du relèvement de la production des BTP et de la montée en puissance des activités dans la ZERP de Nkok. L'activité des industries agro-alimentaires (+3,9% contre -4,4% en 2020) a été soutenue par l'accroissement de la production industrielle d'huile raffinée et le rebond de la demande locale, particulièrement en eau et boissons gazeuses, dans le contexte d'allègement des mesures restrictives.

L'affermissement de l'activité du **secteur tertiaire** découle essentiellement de la branche Transport et Télécommunications (+4,4%), en lien avec la poursuite des bonnes performances des transports et de la branche des Services (+1,7% contre -14,8% en 2020).

Tableau 2 : Evolution du PIB par secteur d'activité de 2019 à 2021

En milliards FCFA	PIB Nominal (au Prix du Marché)					PIB en volume (au Prix de 2001)				
	2019	2020	2021	20/19	21/20	2019	2020	2021	20/19	21/20
Produit Intérieur brut	9 886,9	8 814,9	11 210,9	-10,8%	27,2%	5747,5	5 641,9	5 724,4	-1,8%	1,5%
PIB marchand	8 595,4	7 514,7	9 899,8	-12,6%	31,7%	4724,9	4 613,9	4 690,0	-2,3%	1,6%
Secteur Primaire	2 959,8	2 212,1	3 252,6	-25,3%	47,0%	1199,1	1 244,2	1 273,4	3,8%	2,3%
Agriculture, élevage, Pêche	426,3	459,6	517,2	7,8%	12,5%	354,7	374,9	408,8	5,7%	9,0%
Exploitation Forestière	122,9	124,7	157,4	1,5%	26,2%	81,0	81,9	99,4	1,1%	21,3%
Pétrole Brut	2 162,3	1 363,6	2 283,2	-36,9%	67,4%	636,6	628,7	586,3	-1,2%	-6,7%
Mines	248,3	264,2	294,8	6,4%	11,6%	126,8	158,6	178,9	25,1%	12,8%
Secteur Secondaire	2 303,3	2 038,2	3 130,0	-11,5%	53,6%	1013,2	947,4	1 025,0	-6,5%	8,2%
Industrie agro-al, boissons	201,8	198,3	212,8	-1,8%	7,3%	132,3	126,5	131,4	-4,4%	3,9%
Industrie du bois	198,6	192,9	287,2	-2,9%	48,9%	119,8	117,3	157,8	-2,1%	34,5%
Autres industries yc minières	345,3	328,1	357,4	-5,0%	8,9%	176,7	160,9	170,0	-8,9%	5,7%
Raffinage	8,7	10,0	12,2	14,3%	22,1%	6,4	7,9	9,1	23,5%	14,7%
Electricité, eau	116,6	115,4	117,9	-1,0%	2,1%	54,7	55,5	55,9	1,4%	0,9%
BTP	327,8	298,2	367,7	-9,0%	23,3%	177,3	150,7	178,0	-15,0%	18,1%
Service pétroliers	1 104,5	895,3	1 774,9	-18,9%	98,2%	346,0	328,7	322,7	-5,0%	-1,8%
Secteur Tertiaire	2 709,8	2 657,5	3 022,6	-1,9%	13,7%	1985,1	1 903,6	1 937,9	-4,1%	1,8%
Transport & communication	1 028,7	1 134,2	1 252,7	10,3%	10,4%	772,0	802,0	837,0	3,9%	4,4%
Services	1 053,5	923,4	989,9	-12,3%	7,2%	785,3	668,7	680,1	-14,8%	1,7%
Commerce	526,9	498,5	515,4	-5,4%	3,4%	281,0	261,1	256,6	-7,1%	-1,7%
Banques et Assurances	279,3	285,9	306,1	2,4%	7,1%	268,7	267,4	275,4	-0,5%	3,0%
DTI et TVA	622,5	607,0	494,6	-2,5%	-18,5%	527,5	518,7	453,7	-1,7%	-12,5%
PIB non Marchands	1 291,5	1 300,1	1 311,0	0,7%	0,8%	1022,6	1 028,0	1 034,3	0,5%	0,6%

Source : DGEPPF.

2. Le PIB par la demande

En 2021, l'activité économique a été soutenue aussi bien par la demande intérieure (+4,2%) que par la demande extérieure (+1,1%).

La progression de la demande intérieure découle de la reprise de l'investissement privé (+9,8%), aussi bien pétrolier que hors pétrole, et de l'investissement public (+1,7%). Par contre, la consommation totale

a baissé de 0,2% en lien avec la consommation privée (-1,4%), malgré l'accroissement de la consommation publique (+3,2%).

La progression de la demande extérieure est expliquée par le relèvement des exportations hors pétrole (+10,8%), malgré le recul des importations des biens (-2,4%) suite à la baisse des commandes en biens d'équipement (-16,8%). La bonne tenue des exportations résulte de la hausse des ventes des mines (+10,7%), des rentes (+7,9%) et des bois sciés (+15,9%) encouragée par le dynamisme de la demande internationale.

Tableau 3 : Evolution de la demande de 2019 à 2021

En milliards FCFA	En nominal (au prix du marché)					En volume (au prix de 2001)				
	2019	2020	2021	20/19	21/20	2019	2020	2021	20/19	21/20
PRODUIT INTERIEUR BRUT	9 886,9	8 814,9	11 210,8	-10,8%	27,2%	5 747,5	5 641,9	5 724,3	-1,8%	1,5%
DEMANDE NETTE INTERIEURE	6 976,8	6 615,6	6 843,9	-5,2%	3,5%	7 258,1	6 629,8	6 908,8	-8,7%	4,2%
DEMANDE NETTE EXTERIEURE	7 259,8	6 175,7	8 085,9	-14,9%	30,9%	6 894,2	6 911,7	6 990,3	0,3%	1,1%
CONSUMMATION TOTALE	4 811,7	4 861,5	4 961,6	1,0%	2,1%	3 512,3	3 508,4	3 500,9	-0,1%	-0,2%
Ménages	3 724,8	3 700,5	3 687,3	-0,7%	-0,4%	2 630,5	2 577,9	2 540,9	-2,0%	-1,4%
Administrations	1 086,9	1 161,0	1 274,2	6,8%	9,8%	881,8	930,5	959,9	5,5%	3,2%
INVESTISSEMENT TOTAL	2 165,1	1 754,1	1 882,3	-19,0%	7,3%	3 745,7	3 121,4	3 408,0	-16,7%	9,2%
Privé	1 877,7	1 525,6	1 627,2	-18,8%	6,7%	3 456,1	2 894,6	3 177,2	-16,2%	9,8%
Dont : Pétrole	559,8	379,1	464,7	-32,3%	22,6%	2 066,8	1 662,2	1 929,6	-19,6%	16,1%
Hors Pétrole	1 317,9	1 146,6	1 162,5	-13,0%	1,4%	1 389,3	1 232,4	1 247,6	-11,3%	1,2%
Administration	287,4	228,5	255,1	-20,5%	11,6%	289,6	226,8	230,7	-21,7%	1,7%
EXPORTATIONS TOTALES	5 084,9	4 187,5	6 226,4	-17,6%	48,7%	2 691,8	2 961,9	2 902,9	10,0%	-2,0%
Pétrole	3 627,0	2 539,3	4 162,7	-30,0%	63,9%	1 183,7	1 169,4	923,5	-1,2%	-21,0%
Hors Pétrole	1 262,1	1 452,6	1 859,3	15,1%	28,0%	1 437,9	1 725,6	1 911,2	20,0%	10,8%
Dont : Rentes et autres produits d'exportations	502,0	660,0	883,5	31,5%	33,9%	546,0	690,6	745,2	26,5%	7,9%
Mines	382,6	426,0	498,9	11,3%	17,1%	477,3	629,1	696,2	31,8%	10,7%
Bois transformé	373,7	362,9	472,7	-2,9%	30,3%	411,0	402,3	466,2	-2,1%	15,9%
Produits manufacturiers	3,9	3,7	4,1	-2,8%	10,2%	3,6	3,6	3,6	-1,4%	0,8%
IMPORTATIONS TOTALES	2 174,8	1 988,2	1 859,5	-8,6%	-6,5%	4 202,4	3 949,8	4 087,4	-6,0%	3,5%
Dont Consommations	461,6	456,1	556,2	-1,2%	21,9%	435,4	436,4	477,8	0,2%	9,5%
Equipements	553,9	483,8	480,5	-12,6%	-0,7%	783,6	693,1	576,7	-11,5%	-16,8%
Intermédiaires	586,1	524,3	599,4	-10,5%	14,3%	607,7	536,6	571,4	-11,7%	6,5%

Source : DGEPPF.

B. L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

1. L'emploi

En 2021, le nombre de salariés dans le secteur public a enregistré une augmentation annuelle de 2,6% pour s'établir à 100.295. Cette situation est liée à l'accroissement des effectifs de la Fonction Publique (+3,6%), malgré la baisse de 3,6% des effectifs de la main-d'œuvre non permanente (MONP).

Le relèvement du nombre d'employés de la Fonction Publique est la résultante de la mise en œuvre du plan de régularisations des situations administratives des agents en 2021.

Tableau 4 : Evolution de l'emploi dans le secteur public (hors collectivités locales)

Désignations	2019	2020	2021	Var 21/20
Secteur public	99 405	97 781	100 295	2,6%
Fonction Publique	84 783	84 168	87 176	3,6%
MONP	14 622	13 613	13 119	-3,6%

Sources : DGBFIP, DGEPPF.

a. Les effectifs par administration

En 2021, les effectifs de la Fonction Publique ont augmenté de 3,6% rapportés à 2020. Cette évolution est observée sur la quasi-totalité des administrations. Il s'agit de l'administration économique (19,7%), l'administration de développement (+13,5%), l'administration sociale (+3,7%) et l'administration de l'éducation (+2,8%). En revanche, l'administration centrale a enregistré une diminution de ses effectifs (-0,7%). De manière générale, les départs à la retraite ont atténué la hausse des effectifs de la fonction publique sur la période.

Tableau 5 : Evolution de l'emploi par département

Départements	2019	2020	2021	21/20
Pouvoirs publics	22 431	22 202	22 431	1,0%
Administration générale	15 186	15 546	15 434	-0,7%
Administration économique	7 047	6 757	8 091	19,7%
Administration du développement	3 506	3 425	3 886	13,5%
Administration des transports	1 036	993	1 005	1,2%
Administration de l'éducation	24 678	24 551	25 240	2,8%
Administrations sociales	10 849	10 653	11 046	3,7%
Autres	50	41	43	4,9%
Total Général	84 783	84 168	87 176	3,6%

Sources : DGBFIP.

b. Les effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente

En 2021, les effectifs de la MONP ont baissé de 3,6% à 13.119 agents. Cette variation est consécutive au maintien de la politique de non remplacement des départs à la retraite.

2. Les salaires

La masse salariale du secteur public (hors collectivités locales) en 2021 a reculé de 0,1% à 682,4 milliards FCFA sous l'effet du repli de la Main d'œuvre Non Permanente (-4,5%). Dans le même temps, la solde permanente et le poste « Autres » ont augmenté respectivement de 0,1% et 1,0%. La Politique publique en matière de ressources humaines a favorisé la maîtrise des effectifs et des dépenses en personnel.

Tableau 6 : Evolution de la masse salariale du secteur public

(En milliards FCFA)	2019	2020	2021	21/20
Secteur Public	688,9	683,2	682,4	-0,1%
Fonction publique	626,5	627,9	628,5	0,1%
MONP	45,3	35,3	33,7	-4,6%
Autres	17,1	20	20,2	0,9%

Sources : DGBFIP, DGCPT.

a. La masse salariale par administration

En 2021, la masse salariale de la Fonction Publique a atteint 628,5 milliards FCFA. La hausse de la masse salariale a été plus prononcée dans les administrations économiques (+3,3%), les administrations du développement (+1,7%) et l'administration centrale (+1,5%). Dans l'ensemble, ce relèvement est lié aux recrutements ainsi qu'à la régularisation des situations administratives.

Toutefois, certains départements ministériels ont enregistré une contraction de leur masse salariale. Il s'agit notamment des administrations des transports (-1,6%) et de l'éducation (-1,5%).

Tableau 7 : Evolution de la solde permanente par département (en milliards FCFA)

Départements	2019	2020	2021	21/20
Pouvoirs publics	165,7	164,0	164,5	0,3%
Administration générale	106,2	111,9	113,6	1,5%
Administration économique	49,0	47,9	49,5	3,3%
Administration du développement	24,9	24,4	24,8	1,7%
Administration des transports	6,7	6,4	6,3	-1,6%
Administration de l'éducation	196,0	197,0	194,1	-1,5%
Administrations sociales	77,3	75,7	75,2	-0,7%
Autres	0,8	0,6	0,6	-
Total	626,5	627,9	628,5	0,1%

Sources : DGBFIP, DGCPT.

b. La masse salariale de la Main-d'Œuvre Non Permanente

La masse salariale de la MONP a reculé de 4,6% à 33,7 milliards FCFA en 2021. Cette situation s'explique principalement par la maîtrise des effectifs suite au non remplacement des agents admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

3. Les prix

En 2021, le taux d'inflation, mesuré par l'indice des prix à la consommation, a baissé par rapport à 2020. En effet, le taux d'inflation en moyenne annuelle est passé de 1,4% en 2020 à +1,1% en 2021.

L'analyse par fonction de consommation révèle que l'atténuation des pressions inflationnistes provient essentiellement de la baisse de l'inflation des Produits alimentaires & Boissons non alcoolisées (+1,3% contre +1,7%), des Transports (+2,5% contre +7,0%), des Communications (+0,3% contre +2,1%), des Loisirs et Culture (+0,2% contre +0,4%) et de l'Enseignement (+2,6% contre +2,7%).

La baisse des prix des produits alimentaires de 0,4 point est liée au maintien des mesures de lutte contre la vie chère et l'accentuation des activités de contrôle des prix, en dépit d'un relèvement des cours internationaux des produits de base (indice FAO). Cette diminution concerne les produits tels que :

- la volaille, avec les cuisses de poulet dont le prix moyen a baissé de 3 points à 1.232 FCFA le kilogramme ;
- les légumes frais, en particulier, l'aubergine verte locale (de 955 FCFA à 918 FCFA en moyenne le kilogramme) et le gombo frais (de 3.067 FCFA à 2.930 FCFA le kilogramme) suite à l'augmentation de l'offre, en lien avec la mise sur le marché des produits issus des exploitations du programme GRAINE ;
- les poissons séchés ou fumés (+6,0% contre +9,2% en 2020), du fait de l'atténuation de l'inflation du maquereau fumé (+3,5% contre 10,4% en 2020).

Les prix du transport ont régressé, suite au maintien des prix à la pompe depuis mars 2020. En outre, le ralentissement de l'inflation des communications découle des offres promotionnelles (téléphone, internet).

En revanche, les tensions inflationnistes ont persisté sur les postes suivants : « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+0,2% contre -0,8%), « meubles, articles de ménage et entretien

courant de la maison » (+2,1% contre 0,6%), « Restaurants et hôtels » (+1,3% contre +0,9%) et « biens et services divers » (+1,5% contre +0,1%), « Santé » (+0,03% contre -0,6%). Cette tendance est liée au maintien des mesures restrictives de lutte contre la Covid-19.

Par conséquent, au regard de cette analyse, le critère de convergence de la CEMAC relatif au taux d'inflation a été respecté en 2021.

C. LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2021

En 2021, le déficit global des paiements s'est aggravé, passant de -232,0 milliards FCFA en 2020 à -296,4 milliards FCFA en 2021. Cette situation est liée à l'alourdissement du compte des capitaux, malgré la hausse de l'excédent du compte courant.

1. La balance des transactions courantes

Le compte courant est redevenu excédentaire en 2021. Cette performance procède de l'amélioration de l'excédent de la balance commerciale (+38,5%), malgré l'alourdissement du déficit des services (-25,3%) et des revenus (-77,9%).

2. La balance commerciale

Le renforcement de la balance commerciale provient de l'affermissement des exportations (+35,2%) malgré la hausse des importations (+13,6%). Le taux de couverture a par conséquent progressé de 31 points pour atteindre 210%.

L'analyse de la répartition des ventes par composante révèle que les exportations des principaux produits ont cru. La hausse des exportations de pétrole de 52,2% à 2.554,0 milliards FCFA, s'explique principalement par la hausse du prix moyen du brut gabonais de 73,4% à 69,7 dollars le baril. En outre, l'augmentation des exportations hors pétrole est tirée par celle des bois sciés et des mines notamment.

Tableau 8 : Evolution de la balance commerciale

En milliards FCFA	2019*	2020*	2021*	Var. 21/20
Exportations (fob)	3 938,7	3 581,2	4 213,4	17,7%
Pétrole	2 648,0	1 660,5	2 562,5	54,3%
Manganèse	627,8	574,2	739,1	28,7%
Bois sciés	379,9	368,0	476,2	29,4%
Huile de palme	10,7	17,1	40,4	136,6%
Autre	272,3	961,4	395,2	-58,9%
Importations (fob)	1 364,4	1 885,9	1 864,7	-1,1%
Balance commerciale	2 574,3	1 695,4	2 348,7	38,5%
Taux de couverture	288,7%	179,2%	209,7%	-

Source : BEAC *Estimations.

a. La balance des services

Le déficit des services s'est alourdi, passant de -723,2 milliards FCFA en 2020 à -1.008,6 milliards FCFA en 2021. Cette tendance est attribuable à la dégradation du déficit de la totalité des rubriques.

b. La balance des revenus et des transferts

En 2021, le déficit des revenus s'est accru pour atteindre -638,6 milliards FCFA, contre -370,4 milliards FCFA en 2020. Ce renforcement tient de la hausse des sorties de capitaux au titre des revenus du travail (-52,3 milliards FCFA contre -15,6 milliards FCFA en 2020) et du capital (-618,4 milliards FCFA contre -363,5 milliards FCFA en 2020).

Par ailleurs, le déficit des transferts s'est également accentué, passant de -3,1 milliards FCFA en 2020 à -19,5 milliards FCFA en 2021, en lien avec la détérioration des transferts privés nets.

3. La balance des capitaux

La balance des capitaux est demeurée déficitaire atteignant -1.327,3 milliards FCFA en 2021. Cet alourdissement est attribuable à l'augmentation du déficit des autres investissements, en dépit du maintien de l'excédent des Investissements Directs Etrangers (IDE).

a. Les Investissements Directs Etrangers

Les IDE sont demeurés excédentaires tout en baissant de 63% à 24,4 milliards FCFA. Cette situation s'explique par la hausse de 24,8% à 84,4 milliards FCFA des flux nets d'IDE, dans un contexte de reprise de l'activité économique.

b. Les Autres Investissements

Le déficit des flux nets liés aux autres investissements s'est alourdi, passant de -469,7 milliards FCFA en 2020 à -804,0 milliards FCFA en 2021. Cette situation provient des remboursements au titre de l'emprunt extérieur de l'Etat pour financement des projets.

Tableau 9 : Situation de la balance de paiements en 2019-2021

En milliards FCFA	2019*	2020*	2021*	21/20
1- Transactions courantes	1 031,6	156,1	389,0	149,2%
A- Biens et Services	1 448,5	529,6	1 047,2	97,7%
a- biens	2 574,3	1 252,8	2 055,8	64,1%
b- services	-1 125,8	-723,2	-1 008,6	39,5%
c- revenus	-401,5	-370,4	-638,6	72,4%
B- Transferts	-15,3	-3,1	-19,5	-
2- Mouvements de Capitaux	-744,8	-170,8	-411,0	140,6%
- Investissements directs	125,0	61,8	249,2	303,5%
- Investissements de portefeuille	4,5	237,1	143,7	-
- Autres investissements	-874,2	-469,7	-804,0	71,2%
3- Erreurs et Omissions	-255,7	-217,3	-274,4	26,3%
BALANCE GLOBALE	31,1	-232,0	-296,4	27,8%

Source : BEAC * Estimations.

D. LA SITUATION MONETAIRE

Au 31 décembre 2021, la situation monétaire au sens large, corrélée à l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur, est caractérisée par une baisse des avoirs extérieurs

nets (-48,1%), une augmentation des crédits intérieurs nets (+22,3%) et une consolidation de la masse monétaire (+5,5%).

Tableau 10 : Situation monétaire

Rubriques	déc-19	déc-20	déc-21
	En milliards FCFA		
Avoirs extérieurs nets	479,6	393,2	203,9
Banque centrale	384,9	179,8	-65,9
Banques commerciales	94,7	213,4	269,8
Crédits intérieurs nets	2 061,7	2 460,3	3 008,4
Créances nettes sur l'État	915,6	1 255,1	1 612,3
<i>dont Position Nette du Gouvernement (PNG)</i>	<i>958,7</i>	<i>1 283,7</i>	<i>1 602,9</i>
<i>dont Créances nettes sur les organismes publics</i>	<i>-43,1</i>	<i>-28,6</i>	<i>9,4</i>
Créances sur le reste de l'économie	1 146,1	1 205,2	1 396,1
Ressources = Contreparties	2 541,3	2 853,5	3 212,3
Monnaie au sens large	2 304,6	2 460,6	2 595,2
Circulation fiduciaire	365,9	412	477,3
Dépôts à vue	1 297,3	1 334,6	1 375,2
BEAC	5,3	40	53,5
Banques	1 292	1 294,6	1 321,7
Dépôts à terme	641,4	714	742,7
Ressources extra-monétaires	236,7	392,9	617,1
	Variation annuelle en %		
Avoirs extérieurs nets	-20,1%	-18,0%	-48,1%
Crédits intérieurs nets	6,8%	19,3%	22,3%
Créances nettes sur l'État	12,7%	37,1%	28,5%
Créances sur le reste de l'économie	2,4%	5,2%	15,8%
Ressources = Contreparties	1,2%	12,3%	12,6%
Masse monétaire	1,2%	6,8%	5,5%
Circulation fiduciaire	-5,0%	12,6%	15,8%
Dépôts à vue	16,2%	2,9%	3,0%
BEAC	43,2%	654,7%	33,8%
Banques	16,1%	0,2%	2,1%
Dépôts à terme	-17,4%	11,3%	4,0%

Source : BEAC.

1. LES RESSOURCES MONETAIRES

➤ La masse monétaire (M2)

A fin décembre 2021, la masse monétaire a progressé de 5,5% à 2.595,2 milliards FCFA en même temps que le stock de dépôts à vue (+3,0%), des dépôts à terme (+4,0%) et la circulation fiduciaire (+15,8%).

L'opération de titrisation de la dette intérieure initiée par l'État a permis aux banques de renforcer leurs ressources par le rachat de la dette des entreprises. De même, l'application plus stricte de la réglementation de changes a permis de limiter le volume des transferts à l'étranger.

➤ Les ressources extra-monétaires

Les ressources extra-monétaires (fonds propres du système bancaire et autres postes nets) se sont accrues de 57,1% à 617,1 milliards FCFA au 31 décembre 2021.

2. LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

A fin décembre 2021, les contreparties des ressources monétaires augmentent de 12,6% à 3.212,3 milliards FCFA, tirées essentiellement par le crédit intérieur (+22,3%).

➤ Les avoirs extérieurs nets

Les Avoirs Extérieurs Nets du système bancaire ont baissé de 48,1%, passant de 393,2 milliards FCFA en décembre 2020 à 203,9 milliards FCFA en 2021. Cette évolution est corrélée à la chute des Avoirs Extérieurs Nets de la BEAC (-65,5 milliards FCFA).

Tableau 11 : Evolution et répartition des Avoirs Extérieurs Nets

(En milliards FCFA)	Déc 19	Déc 20	Déc 21	21/20
Avoirs extérieurs nets	479,6	393,2	203,9	-48,1%
Banque centrale	384,9	179,8	-65,9	-136,7%
Banques primaires	94,7	213,4	269,8	26,4%

Source : BEAC.

Par ailleurs, le solde du compte d'opérations a enregistré une détérioration de 25,4% à 466,1 milliards FCFA sur la période de référence, imputable à une contraction des entrées nettes de capitaux. Toutefois, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs a gagné 0,5 point pour s'établir à 64,1% à fin décembre 2021.

Tableau 12 : Evolution des réserves et du taux de couverture extérieure de la monnaie

(En milliards FCFA)	Déc 19	Déc 20	Déc 21	21/20
Compte d'opérations	812,8	624,9	466,1	-25,4%
Taux de couverture extérieure de la monnaie	73,90%	63,60%	64,10%	0,5 %

Source : BEAC.

➤ Le crédit intérieur

Il s'est affermi de 22,3% à 3.008,4 milliards FCFA à fin décembre 2021 suite à la hausse conjointe des créances nettes sur l'État (+28,5%) et des crédits à l'économie (+15,8%).

Tableau 13 : Evolution du crédit intérieur

(En milliards FCFA)	Déc 19	Déc 20	Déc 21	21/20
Crédits intérieurs nets	2 061,7	2 460,3	3 008,4	22,3%
Créances nettes sur l'Etat	915,6	1 255,1	1 612,3	28,5%
Créances sur l'économie	1 146,1	1 205,2	1 396,1	15,8%

Source : BEAC.

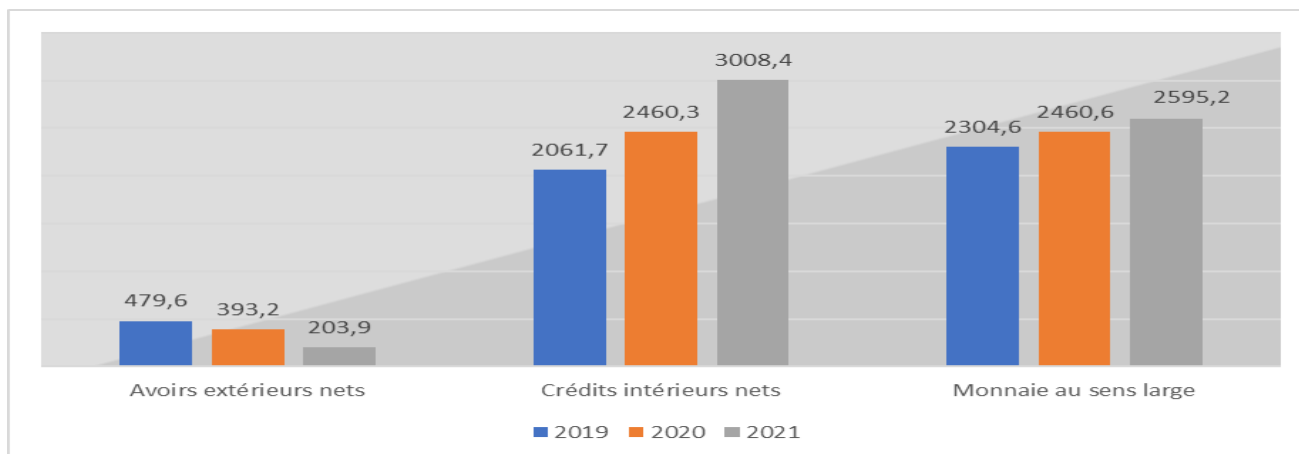
➤ Les créances nettes sur l'Etat

En rapport avec la politique des finances publiques, la situation nette débitrice de l'État s'est située à 1.612,3 milliards FCFA en décembre 2021 contre 1.255,1 milliards FCFA un an plus tôt. Aussi, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est-elle dégradée à 1.602,9 milliards FCFA contre 1.283,7 milliards FCFA en 2020.

➤ Les créances sur l'économie

La reprise de l'activité économique stimulée par la mise en œuvre du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT) en 2021 s'est traduite par une hausse des crédits à l'économie (+15,8% à 1.396,1 milliards FCFA). Cette évolution est tributaire d'importants concours octroyés au secteur privé non financier.

Graphique 10 : Agrégats monétaires résumés (en milliards FCFA)



E. LA POLITIQUE MONETAIRE

Le dernier Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 20 décembre 2021 a maintenu inchangés le TIAO et les autres principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

La politique des taux d'intérêt

- Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) : 3,5% ;
- Taux créditeurs minimum (TCM) : 2,45%.

Le refinancement bancaire

De même, les facilités ont été reconduites comme suit :

- Taux de facilité de prêt marginal : 5,25% ;
- Taux de facilité de dépôt : 0%.

Politique des réserves obligatoires

Les coefficients applicables sur les Dépôts à terme (DAT) et les Dépôts à vue (DAV) ont été maintenus ainsi qu'il suit :

- Coefficient des réserves obligatoires à 7% sur les exigibilités à vue ;
- Coefficient des réserves obligatoires 4,50% sur les exigibilités à terme.

DEUXIEME PARTIE : L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2021

Arrêtée en équilibre à **trois mille cent vingt-sept milliards cinq cent quatre-vingt-dix-sept millions cent soixante mille huit cent vingt-sept (3.127.597.160.827) FCFA**, l'exécution de la loi de finances 2021 laisse apparaître :

- un solde excédentaire des opérations budgétaires de **cent trente-sept milliards six cent soixante-trois millions soixante-dix mille trois cent soixante-quinze (137.663.070.375) FCFA**;
- un solde excédentaire des opérations de trésorerie et de financement de **cent quinze milliards quatre cent trente-et-un millions sept cent trente-huit mille cent quatre-vingt-dix-sept (115.431.738.197) FCFA**, cent FCFA ;
- un résultat négatif de la comptabilité générale établi à **six mille huit cent six milliards trente-trois millions deux cent six mille cinq cent vingt (-6.806.033.206.520) FCFA**.

I. L'EXECUTION DES OPERATIONS BUDGETAIRES

Les opérations budgétaires concernent le recouvrement des recettes et l'exécution des dépenses. Conformément aux dispositions en vigueur, les recettes budgétaires sont enregistrées en brut et ne font l'objet d'aucune contraction en comptabilité budgétaire.

Cependant, les retraitements opérés ont conduit à extraire les recettes collectées au profit des organismes internationaux, des collectivités locales et des établissements publics. Aussi les recettes budgétaires sont-elles présentées en net.

Dans ce cadre, les opérations budgétaires de l'Etat pour l'année 2021 présentent un résultat définitif positif arrêté à **cent trente-sept milliards six cent soixante-trois millions soixante-dix mille trois cent soixante-quinze (137.663.070.375) FCFA**.

Ce résultat se compose des soldes positifs des opérations du budget général pour **quatre-vingt-trois milliards cent deux millions deux cent trente-neuf mille quatre-et-un (83.102.239.081) FCFA** et des comptes d'affectation spéciale pour **cinquante-quatre milliards cinq cent soixante-et-un millions deux cent vingt-six mille deux cent quatre-vingt-quinze (54.561.226.295) FCFA**.

Tableau n°14 : Résultat des opérations budgétaires hors prélèvements (en millions FCFA)

	Exécution 2020	LFR 2021	Exécution 2021		
			Valeur	%	Ecart
BUDGET GENERAL					
Recettes Budgétaires	1 468 443	1 485 404	1 581 561	106%	96 157
Dépenses	1 799 340	1 835 160	1 498 459	82%	-336 701
Résultats des opérations du budget général	-330 897	-349 756	83 102	-24%	432 858
COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE					
Report à nouveau	46 655		57 051		57 051
Recettes	129 857	136 806	140 344	102,6%	3 538
Dépenses	119 461	136 806	142 834	104,4%	6 028
Résultats des opérations des comptes spéciaux	57 051	0	54 561		54 561
Total des recettes budgétaires	1 644 955	1 622 210	1 778 956	109,7%	156 746
Total des dépenses budgétaires	1 918 801	1 971 966	1 641 293	83,2%	-330 673
Résultats des opérations budgétaires	-273 846	-349 756	137 663	-39,4%	487 419

Source : DGBFIP 2021.

A- Les opérations du budget général

1. L'exécution des recettes du budget général

En 2021, les recettes du budget général perçues se sont établies à **1.581,6 milliards FCFA** contre **1.485,4 milliards FCFA** prévues, soit un taux de recouvrement de 106,5%.

Ces réalisations, principalement dues aux *recettes fiscales* et aux *autres recettes*, se déclinent comme suit :

- les **recettes fiscales**, recouvrées à 985,3 milliards FCFA sur un montant de 1 040,6 milliards FCFA prévus, soit un taux de réalisation de 95%. Elles sont principalement tirées par droits et taxes de douanes (303,4 milliards FCFA, soit 107%), les taxes sur les biens et services (233,4 milliards FCFA, soit 91%) et l'impôt sur les sociétés (259,9 milliards FCFA, soit 89%) ;
- les **dons, legs et fonds de concours**, recouvrées à 6,8 milliards FCFA contre 55,8 milliards FCFA projetés. Ce niveau est principalement tiré par le don Sinopharm exécuté à 100% (4,4 milliards FCFA) ;
- les **cotisations sociales**, en lien avec la prise en charge de la part patronale de l'Etat employeur sur les pensions, des prestations familiales et sociales présentent une exécution déficitaire de 62,8 milliards FCFA ;
- les **autres recettes**, recouvrées à 652,3 milliards FCFA sur un montant de 446,7 milliards FCFA prévus, soit un taux de réalisation de 146,0% portés principalement par les revenus du domaine pétrolier (592,0 milliards FCFA, soit 143,1%), les recettes diverses non fiscales (22,7 milliards FCFA, soit 171,6%) et les revenus des participations (19,8 milliards FCFA, soit 171,4%).

La synthèse par titre de l'exécution des recettes se présente ainsi qu'il suit :

Tableau n°15 : Exécution des recettes du budget général

Nature de la recette	Exécution 2020	LFR 2021(a)	Exécution 2021		Écart (b-a)
			Valeur(b)	%	
Titre 1 : Recettes fiscales	1 075 957	1 040 583	985 347	95%	-55 236
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	5 246	55 791	6 829	12%	-48 962
Titre 3 : Cotisations sociales	- 56 976	- 57 691	- 62 865	109%	-5 174
Titre 4 : Autres recettes	444 215	446 721	652 250	146%	205 529
Total recettes propres	1 468 443	1 485 404	1 581 561	106,5%	96 157

Source : DGBFIP 2021.

a. Les recettes fiscales

Évaluées à hauteur de 1.040,6 milliards FCFA dans la loi de finances rectificative, les recettes fiscales de l'année 2021 ont été globalement recouvrées à 985,3 milliards F CFA, soit une exécution de 95%. Ce niveau de recouvrement résulte notamment de l'impôt sur les sociétés (-31 742 milliards F CFA), de l'impôt sur les personnes (-36 601 milliards F CFA) des taxes sur les biens et services (-21 968 milliards F CFA), de Droits et taxes sur la propriété (.4 146 milliards F CFA) et aux droits et taxes de douanes (20 494).

Initialement prévu à 291,7 milliards FCFA, **l'impôt sur les sociétés** a été recouvré à hauteur de 259,9 milliards FCFA, soit une exécution de 89%. Ce niveau de performance est principalement dû à l'impôt sur

les Sociétés minières , prévu à 33,4 milliards FCFA dans la loi de finances et exécuté à hauteur de 48,9 milliards FCFA. Mais aussi de l'impôt sur les Sociétés pétrolières avec un niveau d'exécution de 56,5 milliards FCFA sur une dotation de 61,7 milliards FCFA.

L'impôt sur le revenu des personnes à été recouvré à hauteur de 130,4 milliards FCFA sur une prévision de 166,9 milliards FCFA, soit 78% d'exécution. Ce niveau de recouvrement est consécutif à l'impôt sur les revenus des personnes physiques (48%), des acomptes versés par les salariés (72%) ainsi que les Autres impôts sur les personnes (165404%).

Les taxes sur les biens et services ont été recouvrées à hauteur de 233,4 milliards FCFA, sur une prévision de 255,4 milliards FCFA. Cette performance procède de la Taxe sur les carburants (138%), des Ristournes Licence de transports (116%) de la Taxe sur la valeur ajoutée (97%) et des Droits d'accises (99%).

Les droits et taxes sur la propriété ont été exécutés à hauteur de 14,1 milliards FCFA contre une prévision de 9,9 milliards FCFA, soit une plus-value de 4,1 milliards FCFA. Cette performance est liée à la bonne tenue des droits de mutations (11,7 milliards FCFA, soit 156%).

Quant aux **droits et taxes de douanes**, ils se sont élevés à 303,4 milliards FCFA pour une prévision de 282,9 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 107,2% porté principalement par les droits et taxes à l'importation (280,1 milliards FCFA, soit 112,3%).

Tableau n°16: Exécution des recettes fiscales

Nature de la recette	Exécution 2020	LFR 2021 (a)	Exécution 2021		Ecart (b-a)
			Valeur (b)	%	
Impôts sur les sociétés	382 147	291 732	259 989	89%	-31 742
Sociétés pétrolières	224 666	61 732	56 572	92%	-5 160
Sociétés minières	10 962	33 389	48 888	146%	15 499
Retenues à la source	29 942	31 891	30 193	95%	-1 698
Autres sociétés	116 577	164 719	124 337	75%	-40 383
Impôts sur les personnes	104 866	166 988	130 387	78%	-36 601
Impôts sur le revenu des personnes physiques	19 304	47 019	22 619	48%	-24 400
Acomptes versés par les salariés	62 358	87 030	62 887	72%	-24 143
Taxe complémentaire sur les salaires	23 134	32 098	22 229	69%	-9 869
Impôts forfaitaires sur le revenu	67	827	123	15%	-704
Autres impôts sur les personnes	4	14	22 529	165404%	22 516
Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers	35 523	11 281	33 582	298%	22 302
Droits et taxes sur la propriété	12 469	9 941	14 087	142%	4 146
Droits de mutations	9 553	7 489	11 656	156%	4 167
Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	2 916	2 452	2 431	99%	-21
Taxes sur les biens et services	229 010	255 374	233 405	91%	-21 968
Taxe sur les carburants	371	53	74	138%	20
Taxe sur la valeur ajoutée	206 835	220 618	213 279	97%	-7 339
Droits d'accises	14 855	16 404	16 184	99%	-220
Taxe sur les jeux de hasard	209	1 055	626	59%	-429
Taxe sur les Transferts	1 777	2 627	1 331	51%	-1 296
Taxes diverses (contrats d'assurances, autres)	-	6 323	-	-	-6 323

Nature de la recette	Exécution 2020	LFR 2021 (a)	Exécution 2021		Ecart (b-a)
			Valeur (b)	%	
Taxe sur les véhicules de luxe	30	-	75	-	75
Taxe sur les retraits		1	-	-	-1
Taxe des lotisseurs		1	-	-	-1
Taxe de fermage DG forêts		422	-	-	-422
Taxe de transferts forestiers DG forêts		718	-	-	-718
Ristournes Licence de transports	809	200	232	116%	32
Ristournes Cartes grises	-	150	-	-	-150
Ristournes Permis de conduire	-	100	-	-	-100
Ristournes DG Forêts	4 124	-	1 604	-	1 604
Amendes DG Forêts	-	457	-	-	-457
Ristournes DG Marine Marchande	-	284	-	0%	-284
Ristournes DGCC		1 033	-	0%	-1 033
Ristournes CNLCEI		700	-	-	-700
Frais de passation et des Marchés publics		2 661	-	-	-2 661
Frais d'attestation de non exclusion Marché pub		1	-	-	-1
Frais de procédures judiciaires		1 566	-	0%	-1 566
Droits et taxes de douanes	302 513	282 922	303 415	107%	20 494
Droits et taxes à l'importation	273 388	249 386	280 067	112%	30 680
Redevance informatique	12 913	13 575	11 214	83%	-2 361
Contentieux (Amendes)	3 441	443	2 310	521%	1 867
Travail Extra Legal	12	71	-	-	-71
Droit de douane import	136 940	116 726	152 026	130%	35 300
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	107 255	108 172	107 849	100%	-323
Droit d'accises	12 803	9 371	6 500	69%	-2 871
Surtaxe temporaire	22	67	22	33%	-45
Précompte IRPP	0	117	-	-	-117
Intérêt de crédit	-	787	-	-	-787
Magasinage	1	40	17	41%	-24
Contrôle spécifique (instruments de mesure)	0	17	-	-	-17
Ventes aux enchères		-	129		129
Droits et taxes à l'exportation	29 125	33 535	23 349	70%	-10 187
Droit de sortie Mines	25 672	22 175	20 552	93%	-1 623
Taxe d'abattage et droit de sortie/ Bois débités et ouvrages	3 342	11 184	2 685	24%	-8 498
Timbre Douanier	2	7	2	31%	-5
Taxe sur les produits minéraux	109	170	109	64%	-61
Autres recettes fiscales	9 429	22 347	10 481	47%	-11 866
Pénalités sur le revenu et les bénéfices	2 388	7 734	4 225	55%	-3 509
Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières	-	1	-	-	-1
Taxe de superficie DG forêts		10 807	-	-	-10 807
Autres taxes	7 041	3 805	6 256	164%	2 451
TOTAL RECETTES FISCALES	1 075 957	1 040 583	985 347	95%	-55 236

Source : DGBFIP, DGCPT 2021.

b. Les recettes non fiscales

Prévues à 444,8 milliards FCFA, **les recettes non fiscales** composées des dons, des cotisations sociales et des autres recettes ont été exécutées à 596,2 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 134,5%. Les performances enregistrées de ces recettes résultent notamment du rendement des autres recettes (146%), en dépit des contreperformances constatées sur les dons, legs et fonds concours (6,8 milliards FCFA sur une prévision de 55,8 milliards FCFA).

Tableau n°17: Exécution des recettes non fiscales

Nature de la recette	Exécution 2020	LFR 2021 (a)	Exécution 2021		Ecart (b-a)
			Valeur (b)	%	
TITRE 2 : DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	5 246	55 791	6 829	12%	-48 962
Dons, legs et fonds de concours	5 246	55 791	6 829	0	-48 962
TITRE 3 : COTISATIONS SOCIALES	-56 976	-57 691	-62 865	109%	-5 174
Cotisations retraites (y.c agents publics en détachement)	-56 976	-57 691	-62 865	109%	-5 174
TITRE 4 : AUTRES RECETTES	444 215	446 721	652 250	146%	205 529
Revenus des participations	29 613	11 572	19 832	171%	8 260
Participations dans les sociétés pétrolières	27 999	7 200	13 640	189%	6 440
Participations dans les sociétés minières	-	1 750	-	-	-1 750
Participations dans les autres sociétés	1 614	2 622	6 192	236%	3 569
Revenus du domaine foncier	11	2 950	16	1%	-2 935
Revenus du domaine pétrolier	349 126	413 683	592 031	143%	178 348
Ventes Etat Gaz		14 000	17 991	129%	3 991
Redevance pétrolière	180 596	211 915	300 576	142%	88 661
Contrat de partage	130 392	145 768	160 403	110%	14 635
dont transferts à SOGARA	-	12 200	-	-	-12 200
Redevance superficière	-	2 000	-	-	-2 000
Boni sur attribution de permis	38 139	40 000	113 061	283%	73 061
Revenus du domaine minier	17 612	1 003	10 657	1063 %	9 654
Revenus du domaine forestier	4 052	4 281	6 908	161%	2 627
Recettes diverses non fiscales	43 668	13 232	22 700	172%	9 469
Recettes de régies (R7 affectées)	5 436	5 519	5 277	96%	-243
. Patentes	814	1 491	860	58%	-631
. Licences	23	88	27	30%	-62
. Foncier bâti	3 838	2 941	3 384	115%	444
. Foncier non bâti	199	331	342	103%	11
. Impôt Synthétique Libératoire	561	669	664	99%	-4
Redevance Examen et concours	449	1 000	-	0%	-1 000
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	172	300	-	-	-300
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	-	65	-	-	-65
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	-	454	-	-	-454
Revenus du patrimoine immobilier	6				0
Redevance pour carte de commerçant yc pénalités		300	-	0%	-300
Redevance pour Agrément Technique des Rebutis yc pénalités		360	-	-	-360
Redevance pour Agrément Technique Industriel yc pénalités		100	-	0%	-100
Ventes de bois illégal ou abandonné		1 125	-	-	-1 125
Autres recettes	37 604	4 009	17 424	435%	13 415
Ventes de biens et services	133	-	106	-	106
TOTAL RECETTES NON FISCALES	392 485	444 821	596 214	134%	151 393

Source : DGBFIP, DGCP 2021.

2. L'exécution des dépenses du budget général

Les dépenses du budget général ont été exécutées pour 1.498,5 milliards FCFA sur une prévision de 1.835,2 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 81,7%.

Les données d'exécution des dépenses en 2021 sont présentées en base caisse, contrairement à celles de la LR 2020 retracées en base ordonnancement.

La synthèse de cette exécution se décline par titre ainsi qu'il suit.

Tableau n°18: Exécution des dépenses du budget général

Titres et catégories	Exécution 2020	LFR 2021 (a)	Montant ordonnancé	Règlement 2021		Écart (b-a)
				Valeur (b)	%	
Titre 1. Charges financières de la dette	316 038	293 628	312 362	312 362	106,4%	18 734
Titre 2. Dépenses de personnel	659 367	685 100	681 866	673 920	98,4%	-11 180
Titre 3. Dépenses de biens et services	358 222	286 007	349 362	238 524	83,4%	-47 483
Titre 4. Dépenses de transfert	146 787	193 689	187 769	129 513	66,9%	-64 176
Titre 5. Dépenses d'investissement	296 778	353 310	205 337	119 907	33,9%	-233 403
Titre 6. Autres dépenses	22 148	23 426	24 403	24 233	103,4%	807
Total Budget Général	1 799 340	1 835 160	1 761 099	1 498 459	81,7%	-336 701

Source : DGBFIP, DGCPT 2021.

a. Les charges financières de la dette publique

Tableau n°19 : Exécution des charges financières de la dette

Titres et catégories	Exécution 2020	LFR 2021(b)	Montant ordonnancé	Règlement 2021		Ecart(a-b)
				Valeur(a)	%	
Titre 1. Charges financières de la dette	316 038	293 628	312 362	312 362	106,4%	18 734
Extérieure	171 635	186 216	166 657	166 657	89,5%	-19 559
Intérêts sur emprunts extérieurs-Courants	171 635	186 216	122 480	122 480	65,8%	-63 736
Bilatéraux	18 798	22 577	20 316	20 316	90,0%	-2 261
Multilatéraux	28 752	29 830	12 642	12 642	42,4%	-17 188
Banques	8 511	14 978	1 417	1 417	9,5%	-13 562
Marchés Financiers	115 574	118 830	88 105	88 105	74,1%	-30 725
Intérêts-commissions et frais		-	44 177	44 177	0,0%	44 177
Pertes sur change		-	929	929	0,0%	929
Commission et frais-extérieur DGD		-	43 248	43 248	0,0%	43 248
Intérieur	144 403	107 412	145 706	145 706	135,7%	38 293
Intérieurs-DGD	111 249	96 233	127 221	127 221	132,2%	30 988
Intérêts sur emprunts intérieurs-Courants	111 249	96 233	127 221	126 653	131,6%	30 419
Banques intérieures	40 202	30 797	34 605	34 605	112,4%	3 808
Moratoires	3 183	-	568		0,0%	0
Divers		-	42 424	42 424	0,0%	42 424
Marchés Financiers	67 865	65 436	49 623	49 623	75,8%	-15 813
Trésor-dette	33 154	11 179	18 485	18 485	165,4%	7 306
Facilités de caisse	2 653	2 571	1 315	1 315	51,1%	-1 256
Bons du Trésor Assimilables	11 408	7 720	16 341	16 341	211,7%	8 621
Autres frais bancaires	19 092	888	829	829	93,4%	-59

Sources : DGBFIP, DGCPT 2021.

Les règlements effectués au titre des charges financières de la dette au cours de l'exercice budgétaire 2021 se chiffrent à 312,4 milliards FCFA, sur une prévision de 293,6 milliards FCFA, soit 106,4%. Ces règlements comprennent les intérêts sur emprunt extérieurs et les intérêts sur dette intérieure.

Les charges financières sur la dette extérieure ont été payées à hauteur de 166,7 milliards FCFA pour une prévision de 186,2 milliards FCFA, soit 89,5%. Ils comprennent les intérêts sur emprunts extérieurs-courants (122,5 milliards FCFA) et les commissions et frais (44,2 milliards FCFA).

Les charges financières sur la dette intérieure ont été exécutées à 145,7 milliards FCFA sur 107,4 milliards FCFA initialement prévus, soit un taux d'exécution de 135,7%. Celles-ci sont principalement tirées des intérêts sur emprunts intérieurs courants (126,7 milliards FCFA) dont 34,6 milliards au titre des intérêts bancaires, 42,4 milliards pour intérêts divers et 49,6 milliards au titre des intérêts sur marchés financiers.

b. Fonctionnement

Les règlements au titre des dépenses de fonctionnement se chiffrent à 1.041,9 milliards FCFA sur une prévision de 1.164,8 milliards FCFA correspondant à un taux d'exécution de 89,5%.

Par titre, cette exécution se répartit ainsi qu'il suit :

o *Les dépenses de personnel*

Tableau n°20: Exécution des dépenses de personnel

Titres et catégories	Exécution 2020	LFR 2021(b)	Montant ordonnancé	Règlement 2021		Ecart(a-b)
				Valeur(a)	%	
Titre 2. Dépenses de personnel	659 367	685 100	681 866	673 920	98,4%	-11 180
Rémunérations du personnel	659 367	685 100	681 866	673 920	98,4%	-11 180
<i>Solde permanente</i>	<i>611 660</i>	<i>632 100</i>	<i>617 934</i>	<i>617 934</i>	<i>97,8%</i>	<i>-14 166</i>
<i>Rémunérations autres catégories de salariés</i>	<i>35 404</i>	<i>38 000</i>	<i>57 055</i>	<i>49 128</i>	<i>129,3%</i>	<i>11 128</i>
<i>Primes et indemnités des fonctionnaires</i>	<i>12 302</i>	<i>15 000</i>	<i>6 877</i>	<i>6 858</i>	<i>45,7%</i>	<i>-8 142</i>

Sources : DGBFIP, DGCPT 2021.

Budgétisées à hauteur de 685,1 milliards FCFA en 2021, les charges de personnel ont payées à 673,9 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 98,4%.

L'exécution des différents postes de dépenses de personnel se présente ainsi qu'il suit :

- la solde permanente. Evaluée à 632,1 milliards FCFA, La solde permanente a été exécutée à 617,9 milliards FCFA, soit 97,8%. Cette situation s'explique notamment par la régularisation des situations administratives des secteurs de l'éducation et de la santé principalement ;
- les rémunérations des autres catégories de salariés ont été exécutées à 49,1 milliards FCFA contre 38,0 milliards FCFA prévus, soit un dépassement de 11,1 milliards FCFA ;
- les primes et indemnités des fonctionnaires ont été exécutées à 6,9 milliards FCFA contre 15,0 milliards FCFA prévus, soit 45,7%.

o *Les dépenses de biens et services*

Tableau n°21: Exécution des dépenses de biens et services

Titres et catégories	Exécution 2020	LFR 2021 (a)	Montant ordonnancé	Règlement 2021		Écart (b-a)
				Valeur (b)	%	
Titre 3. Dépenses de biens et services	358 222	286 007	349 362	238 524	83,4%	-47 483
<i>Remboursement TVA</i>	<i>30 480</i>	<i>54 078</i>	<i>47 838</i>	<i>47 838</i>	<i>88,5%</i>	<i>-6 240</i>
<i>Dépenses Covid</i>		<i>59 760</i>	<i>23 884</i>	<i>2 750</i>	<i>4,6%</i>	<i>-57 010</i>
<i>Autres biens et services</i>	<i>325 438</i>	<i>167 097</i>	<i>271 680</i>	<i>186 624</i>	<i>111,7%</i>	<i>19 527</i>
Attributions de Produits	2 304	5 072	1 311	1 311	25,9%	-3 761
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)		206	21	21	10,1%	-185

Titres et catégories	Exécution 2020	LFR 2021 (a)	Montant ordonnancé	Règlement 2021		Écart (b-a)
				Valeur (b)	%	
Licence de transports (DGTT)	1 210	80	0	0	0,0%	-80
Cartes grises (DGTT)	81	60	0	0	0,0%	-60
Permis de conduire (DGTT)		40	0	0	0,0%	-40
DG Marine Marchande		114	337	337	296,9%	224
Fonds de soutien minier		1	0	0	0,0%	-1
ADP Industrie	56	70	23	23	32,2%	-47
ADP Commerce	7	462	79	79	17,1%	-383
Redevance Examen et concours	778	1 000	0	0	0,0%	-1 000
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	122	300	0	0	0,0%	-300
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	50	65	13	13	0,0%	-52
Ristournes issues des contrôles-DG Travail		454	0	0	0,0%	-454
Fonds Souverain de la République Gabonaise		656	0	0	0,0%	-656
ADP procédures judiciaires		533	0	0	0,0%	-533
Ristournes DGCC		682	838	838	123,0%	156
Ristournes CNLCEI		350	0	0	0,0%	-350

Sources : DGBFIP, DGCPT 2021.

Inscrites à 286,0 milliards FCFA dans la loi de finances rectificative 2021, les dépenses de biens et services ont été exécutées à hauteur de 238,5 milliards FCFA, soit 83,4%. Ces dépenses se décomposent notamment en dépenses covid (2,7 milliards FCFA), les remboursements TVA (47,8 milliards FCFA), autres biens et services (186,6 milliards FCFA) et les attributions de produit (1,3 milliard FCFA).

Dans ce blocs, les secteurs ci-après ont exécuté à hauteur de :

- Santé : 13,1 milliards FCFA ;
- Education Nationale : 7,6 milliards FCFA ;
- Financement de la diplomatie : 3,9 milliards FCFA ;
- Affaires sociales : 1,5 milliard FCFA ;
- Enseignement Supérieur et Recherche : 4,6 milliards FCFA ;
- Institutions et autorités administratives : 48,0 milliards FCFA.

○ **Les dépenses de transferts**

Tableau n°22: Exécution des dépenses de transferts

Titres et catégories	Exécution 2020	LFR 2021 (a)	Montant ordonnancé	Règlement 2021		Ecart (b-a)
				Valeur(b)	%	
Titre 4. Dépenses de transfert	146 787	193 689	187 769	129 513	67%	-64 176
dont:		-	-	-		0
don Sinopahrm		4 400	4 400	4 400	100%	0
dont Covid 19	-	3 500		2 690	77%	-810
Opérateurs et autres transferts	-	31 819	183 369	122 423	385%	90 604

Sources : DGBFIP, DGCPT 2021.

Budgétisées à 193,7 milliards FCFA en 2021, les dépenses de transferts ont été exécutées à hauteur de 129,1 milliards FCFA, soit 64,2%. Cette exécution intègre le don de vaccin du partenaire chinois (4,4 milliards FCFA) et des autres transferts composés notamment des accessoires de bourses (12,2 milliards FCFA), subventions aux opérateurs (16,9 milliards FCFA), aides aux familles (2,9 milliards FCFA), indemnités d'incitation (15,9 milliards FCFA) et aides aux gabonais économiquement faibles (3,8 milliards FCFA).

c. Les dépenses d'investissement

Tableau n°23: Exécution des dépenses d'investissement

Titres et catégories	Exécution 2020	LFR 2021 (a)	Montant ordonnancé	Règlement 2021		Écart (b-a)
				Valeur (b)	%	
Titre 5. Dépenses d'investissement	296 778	353 310	205 337	119 907	33,9%	-233 403
<i>Financements sur ressources propres</i>	207 806	150 941	147 988	60 130	39,8%	-90 811
<i>Projets sur dons</i>		18 822	2 429	2 429	0,0%	-16 393
<i>Projets sur fonds de concours</i>		29 767	0	0	0,0%	-29 767
<i>Financements extérieurs</i>	88 972	153 441	57 348	57 348	37,4%	-96 093
<i>Dépenses Covid</i>		340	0	0	0,0%	-340

Sources : DGBFIP, DGCPT 2021.

Sur une prévision de 353,3 milliards FCFA, les dépenses d'investissement ont été exécutées à hauteur de 119,9 milliards FCFA, soit 33,9%. Par poste, ce niveau s'explique essentiellement par les projets sur :

- financements sur fonds propres : les dépenses d'investissement financées sur ressources propres connaissent une exécution de 60,1 milliards FCFA 39,8%, dont plus de 4 milliards FCFA au titre des contreparties sur les projets cofinancés (dont le projet Aménagement bassin versant NZENG-AYONG (FED) pour 2,1 milliards FCFA).
 - o Acquisition d'établissements scolaires : 8,2 milliards FCFA ;
 - o Réhabilitation des lycées, collèges et écoles primaires : 2,7 milliards FCFA ;
 - o Conception et réalisation des travaux d'amélioration des conditions de circulation dans les communes de LBV-Akanda-Owendo : 10,4 milliards FCFA ;
 - o Equipement de toute l'Administration : 1,9 milliard FCFA ;
 - o Réhabilitation bâtiments administratifs : 4,8 milliards FCFA ;
- les dons :
 - o Gestion des Conflits Hommes-Eléphants pour 1,6 milliard FCFA ;
 - o Financement du Projet ELEPHANT pour 470 millions FCFA ;
 - o Projet CAF pour 273 millions FCFA ;
 - o Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI) pour 74 millions FCFA ;
- financements extérieurs : s'agissant des projets sur finex, les décaissements ont concerné, par bailleur, les projets ci-après :

Agence Française de Développement (AFD)

- Réhabilitation Transgabonais : 2,1 milliards FCFA ;
- Programme investissement secteur éducation : 13,3 milliards FCFA ;
- Renforcement des structures sanitaires (PNDS II) : 2,3 milliards FCFA.

Banque Africaine de Développement (BAD)

- Appui à la diversification de l'économie gabonaise (PADEG) : 0,5 milliard FCFA ;
- Programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville (PIEPAL), volet eau potable : 11,1 milliards FCFA ;
- Appui employabilité des jeunes : 5,1 milliards FCFA ;
- Appui au Programme GRAINE : 0,7 milliard FCFA.

Banque Mondiale :

- E-Gabon : 0,3 milliard FCFA ;
- Appui employabilité des jeunes : 9,1 milliards FCFA ;
- Développement de la statistique : 6,1 milliards FCFA.

Fonds international de développement agricole (FIDA)

- Projet du développement agricole et rural phase II (PDAR) : 0,5 milliard FCFA.

UKF/BANCO SANTANDER :

- Travaux de réhabilitation et d'aménagement des voiries municipales de Libreville : 2,7 milliards FCFA.

d. Les autres dépenses

Tableau n°24: Exécution des autres dépenses

Titres et catégories	Exécution 2020	LFR 2021 (a)	Montant ordonnancé	Règlement 2021		Écart (b-a)
				Valeur (b)	%	
Titre 6. Autres dépenses	22 148	23 426	24 403	24 233	103,4%	807
Intérieurs-AJE	18 756	7 000	6 699	6 535	93,4%	-465
Protocoles transactionnels	6 611	4 748	5 468	5 372	113,1%	624
Condamnations pécuniaires	313	1 480	191	123	8,3%	-1 357
Séquestres	0	379	0	0	0,0%	-379
Autres	11 832	393	1 040	1 040	264,4%	646
Restructuration des entreprises	3 392	8 065	17 484	17 478	216,7%	9 413
Coûts sociaux de restructuration	3 392	8 065	17 484	17 478	216,7%	9 413
Divers	0	8 361	220	220	2,6%	-8 141
Dette aux agents de l'Etat Rappels)		3 000	220	220	0,0%	-2 780
Autres contentieux	0	1 611	0	0	0,0%	-1 611
Garantie de l'Etat sur PPP		3 750				-3 750

Sources : DGBFIP, DGCPT 2021.

Évaluées à 23,4 milliards FCFA dans la loi de finances rectificative 2021, les autres dépenses ont été réglées à concurrence de 24,2 milliards FCFA, soit 103,4%. Cette dépense prend en compte les protocoles transactionnels liés au contentieux de l'Etat (5,4 milliards FCFA) et la restructuration des entreprises (17,5 milliards FCFA).

B- Les opérations des comptes spéciaux (CS)

En 2021, l'exécution des opérations des comptes d'affectation spéciale s'est soldée par un excédent de 54,6 milliards FCFA. Ce solde résulte d'une exécution de 140,3 milliards FCFA en recettes et de 142,8 milliards FCFA en dépenses.

Le détail de ces CAS se présente ainsi qu'il suit :

Tableau n°25 : Détails sur l'exécution des recettes des comptes d'affectation spéciale (CAS)

RECETTES ENCAISSEES					DEPENSES BASE REGLEMENT				
Nature de la recette	2020		2 021		Titres et catégories	2020	2 021		Soldes cumulés
	Exécution	Reports	LFR	Exécution		Exécution	LFR	Exécution	
Pensions	67 124	0	70 504	72 402	Pensions	67 124	70 504	72 402	0
Titre 3. Cotisations sociales	67 124		70 504	72 402	Titre 4. Dépenses de transfert	67 124	70 504	72 402	
Cotisations salariales (y.c agents publics détachés)	28 047		29 313	26 014	Pensions civiles et militaires	59 945	29 313	70 359	
Part patronale	39 077		41 191	46 388	Pensions spéciales	7 179	41 191		
					Frais de gestion du CAS			2 043	
Prestation familiales et sociales	17 899	0	16 500	16 477	Prestation familiales et sociales	17 899	16 500	16 477	0
Report à nouveau exercice corrigé					Titre 4. Dépenses de transfert	17 899	16 500	16 477	
Titre 3. Cotisations sociales	17 899		16 500	16 477	Allocations familiales	17 899	16 500	16 477	
Promotion du sport	3 935	1 517	4 757	4 487	Promotion du sport	11 587	4 757	16 401	-10 397
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé		1 517							
Titre 1. Recettes fiscales	3 935		4 757	4 487	Titre 2. Dépenses de personnel			2 463	
Taxes sur les jeux de hasard	105		528	313	Titre 3. Dépenses de biens et services	10 322	2 379	8 463	
Droit d'accise	3 830		4 230	4 173	Titre 4. Dépenses de transfert			3 086	
					Titre 5. Dépenses d'investissement	1 265	2 379	782	
					Titre 6. Autres dépenses			1 607	
Promotion audiovisuelle et cinématographique	3 087	297	2 049	1 871	Promotion audiovisuelle et cinématographique	2 808	2 049	1 860	307
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé		297							
Titre 1. Recettes fiscales	3 087		2 049	1 871	Titre 2. Dépenses de personnel				
Redevance audiovisuelle	3 087		2 049	1 871	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 808	683	1 677	
					Titre 4. Dépenses de transfert			180	
					Titre 5. Dépenses d'investissement		1 366	3	
					Titre 6. Autres dépenses				
Formation pour l'emploi	919	1 930	2 449	2 168	Formation pour l'emploi	1 008	2 449	3 080	1 018
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé		1 930							
Titre 1. Recettes fiscales	919		2 449	2 168	Titre 2. Dépenses de personnel	0		398	
Taxe de formation professionnelle	919		2 449	2 168	Titre 3. Dépenses de biens et services	967	816	527	
					Titre 4. Dépenses de transfert			207	
					Titre 5. Dépenses d'investissement	41	1 633	386	
					Titre 6. Autres dépenses			1 562	
Service universel des communications électroniques	4 206	26 777	2 400	4 146	Service universel des communications électroniques	0	2 400	4 054	26 869
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé		26 777							
Titre 1. Recettes fiscales	4 206		2 400	4 146	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	2 400	4 054	
Redevance Universelle	4 206		2 400	4 146					
Valorisation du patrimoine de l'Etat	19 529	10 540	12 164	21 640	Entretien routier	11 112	12 164	15 458	16 722

RECETTES ENCAISSEES					DEPENSES BASE REGLEMENT				
Nature de la recette	2020		2 021		Titres et catégories	2020	2 021		Soldes cumulés
	Exécution	Reports	LFR	Exécution		Exécution	LFR	Exécution	
Report à nouveau sur exercices antérieurs		10 540							
Titre 1. Recettes fiscales	19 529		11 957	21 408	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 554	1 430	1 187	
Redevance d'Usure de la Route	19 529		10 906	20 366	Titre 5. Dépenses d'investissement	6 558	10 734	13 897	
Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)			1 051	1 042	Titre 6. Autres dépenses			374	
Titre 4. Autres recettes			206	232					
ROPPRON			50	0					
Revenus du patrimoine immobilier			156	232					
Financement de l'habitat	3 636	1 705	7 787	7 981	Financement de l'habitat	1 961	7 787	3 435	6 251
Report à nouveau sur exercices antérieurs		1 705							
Titre 4. Autres recettes	3 636		7 787	7 981	Titre 3. Dépenses de biens et services	767	1 557		
Fonds National de l'habitat	3 636		7 787	7 981	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 194	6 229	3 435	5 542
Service public de l'eau et de l'électricité	3 886	5 824	7 950	2 855	Service public de l'eau et de l'électricité	3 718	7 950	3 137	
Report à nouveau sur exercices antérieurs		5 824							
Titre 1. Recettes fiscales	3 886		7 950	2 855	Titre 2. Dépenses de personnel			1 548	
					Titre 3. Dépenses de biens et services	3 607	2 385	1 199	
Redevance de l'eau	601		1 050	300	Titre 5. Dépenses d'investissement	111	5 565	343	8 249
Redevance de l'électricité	3 284		6 900	2 555	Titre 6. Autres dépenses			47	
Salubrité publique	5 635	8 461	10 246	6 318	Salubrité publique	2 245	10 246	6 530	
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé		8 461							
Titre 4. Autres recettes	5 635		10 246	6 318	Titre 3. Dépenses de biens et services	14	102	74	
Redevance des ordures ménagères	5 635		10 246	6 318	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 231	10 143	6 456	54 561
Total des recettes pour les comptes spéciaux	129 857	57 051	136 806	140 344	Total des dépenses pour les comptes spéciaux	119 461	136 806	142 834	

Sources : DGBFIP, DGCPT 2021.

Le compte d'affectation spéciale « **Pensions** » présente un niveau de réalisation des recettes (72,4 milliards FCFA) équivalent aux dépenses. Les recouvrements des recettes du CAS « **Pensions** » sont issus des cotisations sociales, composées de la part patronale de l'Etat d'un montant de 46,4 milliards FCFA et de la part salariale de 26,0 milliards FCFA pour le financement des pensions des agent publics. En ce qui concerne les dépenses, elles sont essentiellement orientées vers les pensions civiles et militaire.

Cette exécution intègre des frais de gestion d'un montant de 2,0 milliards FCFA et prennent en compte le paiement de l'étude actuarielle de 520 millions FCFA.

Comme le CAS « Pensions », le CAS « **Prestations familiales et sociales** » a atteint une exécution en recettes sur les cotisations sociales de 16,5 milliards FCFA sur une prévision de 16,5 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 100%. Ces recettes ont permis de couvrir les dépenses relatives aux allocations familiales.

A fin décembre 2021, le CAS « **Promotion du sport** » a enregistré 4,5 milliards FCFA de recettes avec un report de 1,5 milliard FCFA contre 4,8 milliards FCFA prévus, soit une réalisation de 118%. Ces recettes proviennent du recouvrement de la taxe sur les jeux de hasard (0,3 milliard FCFA) et les droits d'accises (4,2 milliards FCFA).

Les dépenses adossées à ces recettes ont été exécutées à hauteur de 16,4 milliards FCFA sur une prévision de 4,8 milliards FCFA, soit un taux 344,7% au-dessus de l'autorisation parlementaire. Elles comprennent les dépenses de personnel (2,5 milliards FCFA), de biens et services (8,5 milliards FCFA), de transferts (3,1 milliards FCFA), d'investissement (0,8 milliard FCFA) et les autres dépenses (1,6 milliard FCFA). Ce CAS présente un solde déficitaire de 10,4 milliards FCFA.

Avec un solde excédentaire de 0,3 milliard FCFA, le CAS « **Promotion audiovisuelle et cinématographique** » présente une exécution en recettes de 1,9 milliard FCFA contre 2,1 milliards FCFA initialement prévu et en dépenses de 1,9 milliard FCFA contre 2,1 milliard FCFA programmé (près de 100%). Le niveau des recettes tient compte de la redevance audiovisuelle. L'ensemble de ces recettes a permis de couvrir les dépenses de biens et services (1,7 milliard FCFA), de transfert (0,2 milliard FCFA), d'investissement (0,003 milliard FCFA).

Pour 2021, le CAS « **Formation pour l'emploi** » enregistre un solde réporté de 1,9 milliard FCFA. L'exécution de ce CAS en recettes est de 2,2 milliards FCFA contre 3,1 milliards FCFA en dépenses.

Ces recettes qui proviennent de la taxe sur la formation professionnelle ont permis de prendre en charge les dépenses de personnel (0,4 milliard FCFA), de biens et services (0,5 milliard FCFA), de transfert (0,2 milliard FCFA), d'investissement (0,4 milliard FCFA) et des autres dépenses (1,6 milliard FCFA).

De même, le CAS « **Service universel des communications électroniques** » a enregistré une recette de 4,1 milliards FCFA sur une programmation de 2,4 milliards FCFA, soit une réalisation de 172,8%. En dépenses, il ressort une exécution de 4,1 milliards FCFA. la redevance universelle en 2021.

Pour le CAS « **Valorisation du patrimoine de l'Etat** », a enregistré des recettes 21,6 milliards FCFA et exécuté des dépenses à hauteur de 15,5 milliards FCFA, soit un solde excédentaire de 16,7 milliards FCFA qui intègre un report à nouveau de 10,5 milliards FCFA. La redevance d'usure de la route (RUR) constitue

la principale recette (10,9 milliards FCFA). Les dépenses d'investissement (13,9 milliards FCFA) représentent le plus gros poste de dépenses et comprend les projets

Le compte « **Financement de l'habitat** » a réalisé une performance d'un peu plus de 8,0 milliards FCFA contre une prévision de 7,8 milliards FCFA en recettes. Toutefois, il enregistre une dépense de 3,4 milliards FCFA, malgré un report à nouveau de 1,7 milliard FCFA, soit un solde excédentaire de 6,3 milliards FCFA.

Le compte « **Service public de l'eau et de l'électricité** » a enregistré des recettes de l'ordre de 8,7 milliards FCFA, dont 5,8 milliards FCFA de report à nouveau contre une prévision de 7,9 milliards FCFA. Les dépenses se situent à 3,1 milliards FCFA. On note un solde excédentaire de 5,5 milliards FCFA.

Le compte « **Salubrité publique** », avec des recettes de 6,3 milliards FCFA et un report à nouveau de 8,5 milliards FCFA a enregistré des dépenses d'investissement de 6,5 milliards FCFA et de bien et services de 0,074 milliard FCFA, soit un solde de 8,2 milliards FCFA.

II. L'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT

Prévues à **1.421,6 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative 2021, les ressources de trésorerie et de financement ont été mobilisées à **1.405,8 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 98,9%. Parallèlement, les charges de trésorerie et de financement ont été exécutées à **1.290,4 milliards FCFA** sur **1.071,8 milliards FCFA** prévus.

Il en ressort un résultat définitif arrêté à 115,4 milliards FCFA. La synthèse de ces opérations est indiquée dans le tableau ci-après.

Tableau n°26: Exécution des opérations de trésorerie et de financement

Trésorerie et financement	Exécution 2020	LFR 2021	Exécution 2021		
			Valeur	%	Ecart
Ressources	1 687 619	1 421 579	1 405 831	98,9%	-15 748
Charges	1 164 251	1 071 824	1 290 400	120,4%	218 576
Résultats des opérations de trésorerie et de financement	523 368	349 756	115 432	33,0%	-234 324

Sources : DGBFIP, DGCPT 2021

A- Les ressources de trésorerie et de financement

L'exécution des ressources de trésorerie et de financement est arrêtée à 1 405,8 milliards FCFA sur une prévision de 1.421,6 milliards FCFA dans la loi de finances rectificative 2021, soit un taux d'exécution de 98,9%.

Cette performance résulte de la réalisation des tirages à 121,1 milliards FCFA, des émissions de titres publics pour montant de 1.119,5 milliards FCFA et du financement non bancaire qui s'élève à 165,3 milliards FCFA issus des instances de paiement au trésor.

Tableau n°27: Exécution des ressources de trésorerie et de financement

Ressources de trésorerie et de financement	Exécution 2020	LFR 2021	Exécution 2021		
			Valeur	%	Écart
Tirages	327 909	338 743	121 079	35,7%	-217 664
Tirages sur conventions en cours	88 972	152 941	57 348	-62,5%	-95 593
Tirages sur nouvelles conventions	-	500	-	-100,0%	-500
Tirages sur prêts programmes	238 937	185 302	63 731	-65,6%	-121 571
Partenariats Public-Privé	0	0	0		0
Émissions de titres publics	1 004 643	1 006 000	1 119 500	111,3%	113 500
Émissions de titres publics sur le Marché international	595 176	495 000	456 000	92,1%	-39 000
Émissions de titres publics sur le Marché intérieur	409 467	511 000	663 500	129,8%	152 500
Obligations du Trésor Assimilables	384 761	0	474 672		474 672
Bons du Trésor Assimilables	24 706				0
Emprunt obligataire par APE			95 562		
Titrisation de la dette intérieure			93 266		93 266
Financement bancaire	79 519	0	0		0
Banques commerciales	79 519	0	0		0
Financement non bancaire	275 549	76 836	165 252	215,1%	88 416
Accumulation des instances	275 549	76 836	165 252	215,1%	88 416
Total	1 687 619	1 421 579	1 405 831	98,9%	-15 748

Sources : DGBFIP, DGCPT 2021.

B- Les charges de trésorerie et de financement

Les charges de trésorerie et de financement ont été exécutées à hauteur de 1.290,4 milliards FCFA sur une prévision de 1.071,8 milliards FCFA, soit un taux de 120,4%. Cette exécution résulte des amortissements de la dette extérieure (553,5 milliards FCFA), des amortissement des prêts du secteur bancaire (373,5 milliards FCFA), des autres amortissements (242,9 milliards FCFA), des autres charges ainsi que des prêts et avances respectivement pour 69,4 milliards FCFA et 51,0 milliards FCFA.

Le détail de cette exécution est présenté dans le tableau suivant.

Tableau n°28: Exécution des charges de trésorerie et de financement

Charges de trésorerie et de financement	Exécution 2020	LFR 2021(b)	Exécution		Ecart
			Valeur (a)	%	
Amortissement dette extérieure	217 935	635 271	553 517	87%	-81 754
Emprunts extérieurs-courants	217 935	605 545	523 231	86%	-82 314
Bilatéraux	84 961	71 936	58 806	82%	- 13 130
Multilatéraux	68 970	65 605	40 486	62%	- 25 119
Banques	64 004	63 755	46 214	72%	- 17 540
Marché international	-	404 250	377 724	93%	- 26 526
Emprunts extérieurs-arriérés		29 726	30 286	102%	560
Bilatéraux		1 408	1 408	100%	-
Multilatéraux		14 625	14 625	100%	-
Banques		13 692	14 252	104%	560
Amortissement des prêts du secteur bancaire	288 165	286 904	373 505	130%	86 601
Intérieur-DGD	288 165	286 904	373 505	130%	86 601
Emprunts intérieurs-courants	288 165	286 904	373 505	130%	86 601
Banques	33 383	52 583	58 181	111%	5 598
Moratoires	98 115	77 654	158 656	204%	81 002
Marchés Financiers	156 667	156 667	156 667	100%	0
Autres amortissements	128 845	146 649	242 955	166%	96 306
Bons du Trésor Assimilables (BTA)			17 045	0%	17 045
Instances Trésor de la période précédente	84 845	93 771	160 259	171%	66 488
Arriérés de TVA Hors Pétrole	44 000	44 000	56 773	129%	12 773
Arriérés intérêts extérieurs		8 877	8 877	100%	-
Autres charges			69 394	0%	69 394
Prêts et avances	3 000	3 000	51 030	1701%	48 030
Fonds Souverain de la RG	3 000	3 000		0%	-3 000
Remboursement avances auprès des banques commerciales			51 030	0%	51 030
Total	637 945	1 071 824	1 290 400	120%	218 576

Sources : DGBFIP, DGCPT 2021.

III. Les Opérations de la comptabilité générale

A- Présentation du bilan

Le bilan décrit séparément les éléments d'actif et de passif constituant le patrimoine de l'Etat.

Le bilan est établi par rapprochement des éléments d'actif et de passif de l'exercice. Pour l'exercice 2021, le niveau de l'actif est arrêté à **2.096,4 milliards FCFA** et du passif à **8.902,5 milliards FCFA**, soit une situation nette négative de **6.806,0 milliards FCFA**.

1. Les éléments de l'actif

Les éléments de l'actif sont l'actif immobilisé, l'actif circulant, la trésorerie active et les comptes de régularisation actifs.

Au titre de l'exercice 2021, ils ont été arrêtés comme suit :

- actif immobilisé : 1.689,8 milliards FCFA ;
- actif circulant : 4.745,6 milliards FCFA ;
- trésorerie active : 401,8 milliards FCFA ;
- comptes de régularisation actifs : 0,019 milliard FCFA.

2. Les éléments du passif

Les éléments du passif sont les dettes financières, les dettes non financières, les provisions, la trésorerie passive et les comptes de régularisation passifs.

Au titre de l'exercice 2021, les éléments du passif ont été arrêtés comme suit :

- dettes financières : 6.745,5 milliards FCFA ;
- dettes non financières : 1.520,0 milliards FCFA ;
- trésorerie passive : 577,4 milliards FCFA ;
- comptes de régularisation passifs : 59,6 millions FCFA.

Tableau n°29: Bilan

Libellé		Exercice 2021		Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019
ACTIF						
ACTIF IMMOBILISE	Note	Brut	Amortissements	Net	Net	Net
Immobilisations incorporelles	1	31 367 462 585		31 367 462 585	22 793 538 032	1 155 834 326 852
Immobilisations corporelles	2	1 658 488 305 480		1 658 488 305 480	6 945 574 396 859	7 975 559 271 002
Immobilisations financières	3				593 716 186 393	593 716 186 393
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)		1 689 855 768 065	-	1 689 855 768 065	7 562 084 121 284	9 725 109 784 247
ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)						
Créances fiscales et assimilées	4				11 312 349 988	31 439 480 212
Autres créances		4 745 599 782		4 745 599 782	9 559 088 400	8 185 073 655
TOTAL ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie) (II)		4 745 599 782		4 745 599 782	20 871 438 388	39 624 553 867
Disponibilités bancaires et numéraires	5	401 822 796 794		401 822 796 794	330 571 758 923	352 489 107 149
Effets bancaires en cours d'encaissements et de décaissements		1		1	(26 178 180)	21 117 028 005
TOTAL TRESORERIE (III)		401 822 796 795	-	401 822 796 795	330 545 580 743	373 606 135 154
COMPTE DE REGULARISATION		19 895 102	-	19 895 102	54 726 767 744	67 557 963 875

Libellé		Exercice 2021		Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION (IV)		19 895 102	-	19 895 102	54 726 767 744	67 557 963 875
TOTAL ACTIF (V=I+II+III+IV)	Note	2 096 444 059 744	-	2 096 444 059 744	7 968 227 908 159	10 205 898 437 143
PASSIF						
DETTES FINANCIERES		Brut		Net	Net	Net
Emprunts extérieurs		3 682 342 384 395		3 682 342 384 395	4 029 135 869 601	3 707 874 134 229
Emprunts intérieurs		2 525 774 498 439		2 525 774 498 439	2 212 533 042 877	1 391 416 389 724
Autres emprunts	7	537 366 158 456		537 366 158 456	-	410 628 173 902
TOTAL DETTES FINANCIERES (VI)		6 745 483 041 290		6 745 483 041 290	6 241 668 912 478	5 509 918 697 855
DETTES NON FINANCIERES (hors trésorerie)						
Dettes de fonctionnement		995 674 686 119		995 674 686 119	805 449 142 007	637 035 627 724
Dettes d'intervention		15 419 381 987		15 419 381 987		36 629 236 601
Autres dettes non financières		508 928 927 585		508 928 927 585	633 745 468 616	731 937 341 462
TOTAL DETTES NON FINANCIERES (VII)		1 520 022 995 691		1 520 022 995 691	1 439 194 610 623	1 405 602 205 787
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (VIII)						
TOTAL PROVISIONS (VIII)						
TRESORERIE (IX)						
Communes		12 684 320 042		12 684 320 042	21 627 232 510	32 756 061 879
Départements		7 214 706 310		7 214 706 310	7 795 349 615	9 583 974 848
Etablissements publics et comptes		260 682 557 024		260 682 557 024	356 571 744 523	299 835 804 801
Dettes liées à la gestion de la trésorerie de l'Etat		29 287 260 148		29 287 260 148	151 463 162 827	152 540 702 649
Bons du Trésor Assimilables		267 512 337 015		267 512 337 015	284 557 750 000	259 851 750 000
TOTAL TRESORERIE (IX)		577 381 180 539		577 381 180 539	822 015 239 475	754 568 294 177
COMPTES DE REGULARISATION		59 590 048 744		59 590 048 744	94 746 147 585	38 029 486 584
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION (X)		59 590 048 744		59 590 048 744	94 746 147 585	38 029 486 584
Total PASSIF (XI = VI+VII+VIII+IX+X)		8 902 477 266 264	-	8 902 477 266 264	8 597 624 910 161	7 708 118 684 403
SITUATION NETTE (XII=V-XI)		(6 806 033 206 520)	-	(6 806 033 206 520)	(629 397 002 002)	2 497 779 752 740

Sources : DGCP T 2021

B- Présentation du compte de résultat

Le compte de résultat est établi par rapprochement des produits et des charges de l'exercice. Pour l'exercice 2021, les produits sont arrêtés à **1.513,7 milliards FCFA** et les charges à **1.565, 9 milliards FCFA**, soit un résultat négatif **52,2 milliards FCFA**.

1. Les produits

Les produits comprennent les produits fiscaux, de fonctionnement, d'intervention et financiers. Au titre de l'exercice 2021, ils ont été arrêtés comme suit :

- produits fiscaux 1.213,9 milliards FCFA ;
- produits de fonctionnement : 269,3 milliards FCFA ;
- produits financiers : 30,5 milliards FCFA.

2. Les charges

Les charges comprennent les charges de fonctionnement, d'intervention et financières. Au titre de l'exercice 2021, elles ont été arrêtées comme suit :

- charges de fonctionnement : 1.007,3 milliards FCFA ;

- charges d'intervention : 246,2 milliards FCFA ;
- charges financières : 312,4 milliards FCFA.

Le compte de résultat de l'exercice 2021 est retracé dans le tableau suivant.

Tableau n°30 : Compte de résultat

Libellé	Note	Décembre 2021	Exercice 2020	Exercice 2019
Produits (i)		Exercice N (31/12/2021)	Exercice N-1 (31/12/2020)	Exercice N-2 (31/12/2019)
Produits fiscaux	8	855 747 646 775	911 737 265 320	981 126 189 714
Autres produits fiscaux		358 168 913 336	215 225 709 238	389 021 196 519
Total produits fiscaux		1 213 916 560 111	1 126 962 974 558	1 370 147 386 233
Autres produits de fonctionnement	8	269 345 934 130	253 423 679 174	323 556 103 340
Total produits de fonctionnement		269 345 934 130	253 423 679 174	323 556 103 340
Produits d'intervention				
Dons et legs		-	-	-
Total produits d'intervention		-	-	-
Produits financiers		30 450 495 276	46 372 081 427	17 551 464 117
Total produits financiers		30 450 495 276	46 372 081 427	17 551 464 117
Total produits		1 513 712 989 517	1 426 758 735 159	1 711 254 953 690
Charges (ii)	Note			
Charges de fonctionnement	9			
Achats de biens		45 033 713 519	170 575 493 601	44 030 666 469
Achats de services		89 453 832 463	53 421 617 055	74 615 400 596
Subventions sur achats de biens et services		166 689 540 879	102 549 045 447	114 194 052 016
Charges de personnel	10	681 963 588 937	659 366 884 809	670 129 033 264
Autres charges	12	24 183 154 674	360 464 605 774	95 203 754 084
Total charges de fonctionnement		1 007 323 830 472	1 346 377 646 686	998 172 906 429
Charges d'intervention	11			
Subventions		125 194 056 413	110 181 177 270	126 957 437 110
Transferts		121 040 541 476	121 622 813 855	103 809 443 589
Total charges d'intervention		246 234 597 889	231 803 991 125	230 766 880 699
Charges financières	13	312 362 485 591	280 127 191 588	215 897 019 951
Total charges financières		312 362 485 591	280 127 191 588	215 897 019 951
Total charges		1 565 920 913 952	1 858 308 829 399	1 444 836 807 079
Résultat de l'exercice		- 52 207 924 435	- 431 550 094 240	266 418 146 611

Source : DGCPT 2021.

Fait à Libreville, le

Le Ministre de l'Economie et de la Relance

Le Ministre du Budget et des Comptes Publics

Nicole Jeanine Lydie ROBOTY épouse MBOU

Edith EKIRI MOUNOMBI épouse OYOUOMI